



Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

|               |                                                                                                                                                    |            |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Afrique       | <a href="#">BURUNDI L'ambassadeur de Chine promet d'aider la Radiotélévision Nationale du Burundi</a>                                              | 2010.07.15 |
| Afrique       | <a href="#">SOUDAN La Chine appelle les parties concernées à contribuer à la stabilité au Soudan</a>                                               | 2010.07.15 |
| Afrique       | CULTURE Voix d'Afrique Felwine SARR Un être de sensibilité et de courage                                                                           | 2010.07.19 |
| Afrique       | FRANCOPHONIE Les finalistes de l'édition 2010 du Prix des cinq continents de la Francophonie                                                       | 2010.07.16 |
| Afrique       | POLITIQUE Le test de l'entonnoir...                                                                                                                | 2010.07.16 |
| Amérique      | ETATS-UNIS Ce qui va changer à Wall Street                                                                                                         | 2010.07.19 |
| Asie          | CHINE investissements étrangers directs hausse de 19,6% en Chine au premier semestre 2010                                                          | 2010.07.15 |
| Asie          | <a href="#">CHINE Le revenu fiscal de la Chine en hausse de 27,6% au premier semestre 2010</a>                                                     | 2010.07.15 |
| Asie          | CHINE La lutte contre la corruption s'intensifie contre les fonctionnaires                                                                         | 2010.07.15 |
| Asie          | <a href="#">CHINE Justice Corruption la justice chinoise a récupéré 4,62 milliards de dollars depuis 2005</a>                                      | 2010.07.14 |
| Europe        | <a href="#">MIGRATIONS, le poids de l'histoire</a>                                                                                                 | 2010.07.17 |
| Monde         | <a href="#">MIGRATIONS Peuples en mouvement Un monde de migrants</a>                                                                               | 2010.07.17 |
| Monde         | <a href="#">COMMERCE «Le G20 de Toronto n'a pas tué le cycle de Doha»</a>                                                                          | 2010.07.17 |
| Monde         | ECONOMIE «La dette asiatique devient un placement incontournable»                                                                                  | 2010.07.19 |
| Economie      | TOGO la BIDC approuve 8,489 654 milliards Cfa pour six projets du secteur privé                                                                    | 2010.07.17 |
| Enseignement  | TOGO – MAROC Où Se Trouve le Fonds pour les étudiants togolais boursiers au Maroc ?                                                                | 2010.07.16 |
| Médias-Presse | TOGO Les programmes de la CRI et de la CCTV bientôt en FM et UHF au Togo                                                                           | 2010.07.17 |
| Médias-Presse | <a href="#">TOGO Jean-Baptiste DZILAN une vie après la politique</a>                                                                               | 2010.07.16 |
| Médias-Presse | TOGO Revue de presse du 12 au 17 juillet                                                                                                           | 2010.07.17 |
| Politique     | TOGO Marche Frac « Il faut que le gouvernement paye pour RéDéMaRe, selon Aimé GOGUE »                                                              | 2010.07.17 |
| Politique     | TOGO Interview Patrick Lawson parle de l'organisation des élections locales, de la CVJR, de Gilchrist Olympio et de la hausse du prix du carburant | 2010.07.18 |
| Politique     | <a href="#">Togo Le tombeur d'Agbéyomé Kodjo parle</a>                                                                                             | 2010.07.18 |
| Sécurité      | TOGO Recrutement 398 nouveaux policiers entrent en fonction au Togo                                                                                | 2010.07.17 |
| Sports        | Coupe du monde 2006 Le Ghana déjà tout seul                                                                                                        | 2010.07.18 |
| Sports        | TOGO KPALONGO ou la vie misérable d'une légende de la boxe togolaise                                                                               | 2010.07.17 |



## Chine-Nouvelle.com Afrique BURUNDI L'ambassadeur de Chine au Burundi promet d'aider la Radio Télévision Nationale du Burundi

LE 13.07.2010 À 16:53 - MODIFIÉ LE 13.07.2010 À 22:23 | © 2010 [CHINE NOUVELLE](#)

**Le nouvel ambassadeur de la République Populaire de Chine au Burundi a promis mardi d'aider la Radiotélévision Nationale du Burundi ( RTNB ).**

C'était au cours d'une visite guidée à la **RTNB** que l' ambassadeur Yu XuWhong s'est entretenu avec Chanel Nsabimbona, le Directeur Général de la **RTNB** , qui, au sortir de l'entretien, a indiqué que la Chine va moderniser l'année prochaine des studios de la télévision nationale qui viennent de passer plus de 25 ans sans être modernisé avec le décor virtuel.

L'ambassadeur de Chine a également promis de mettre en exécution un projet de longue date de construire pour la **RTNB** un Centre de Conférence Internationale avec le système de traduction simultanée qui sera logé à l'intérieur même de la **RTNB**.

Selon toujours Chanel Nsabimbona, la Chine va remplacer dans l' urgence le principal réémetteur de Manga de 10 Kilowatts.

L'ambassadeur chinois a également promis qu'il va plaider pour le jumelage de la **RTNB** avec la CCTV ( Radio-Télévision de son pays ) et le Directeur Général de la **RTNB** accompagné par une équipe de techniciens se rendront bientôt en République Populaire de Chine pour le suivi de tous ces dossiers. La République Populaire de Chine intervient traditionnellement au **Burundi** dans les secteurs de la santé, des infrastructures et donne souvent les opportunités aux Burundais de visiter le pays dans le cadre des échanges culturels.

## Chine-Nouvelle.com Afrique SOUDAN La Chine appelle les parties concernées à contribuer à la stabilité au Soudan

LE 14.07.2010 À 15:15 | © 2010 [CHINE NOUVELLE](#)

**La Chine a commenté mercredi un mandat d'arrêt lancé par la Cour pénale internationale contre le président soudanais Omar al-Bachir en appelant à la paix et à la stabilité au Soudan.**

"Nous espérons que les parties concernées écouteront l'Union africaine, la Ligue arabe et les pays concernés, et joueront un rôle constructif dans le maintien de la paix et de la **stabilité** au **Soudan** et dans la région", a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Qin Gang. Des progrès positifs ont été obtenus au cours de l'exécution d'un accord de paix et la situation globale concernant la question du Darfour est en cours d'amélioration, ce qui salue la communauté internationale et les pays africains, a-t-il ajouté. La Cour pénale internationale a lancé mardi un mandat d'arrêt et accuse le président soudanais de génocide. Il s'agit du premier mandat lancé par la cour contre un dirigeant d'Etat en exercice.

**LE TEMPS Afrique CULTURE Voix d'Afrique Felwine SARR Un être de sensibilité et de courage**

**Felwine Sarr** lundi 19 juillet 2010



(AFP)

**Compositeur interprète de l'ethnie des Sérères, Felwine Sarr, professeur d'économie, pratique aussi les arts martiaux. Pour lui, la littérature témoigne de ce qui existe et crée un imaginaire de la réalité en rendant hommage au passé. Voyageur et philosophe, il souligne que la vie en Afrique enseigne que l'homme n'est point réductible à sa dimension économique**

Une petite gêne m'habita lorsque l'on me demanda de faire un papier sur les 50 ans d'indépendance du continent africain, de raconter ce demi-siècle en prenant une perspective personnelle. Je soupçonnais que le lecteur attendait peut-être de moi que je fasse quelque chose comme un bilan économique et sociopolitique de ce demi-siècle de souveraineté politique, et que fatalement j'y dise quelque chose comme: l'Afrique n'a pas décollé, d'ailleurs que pouvais-je dire d'autre, n'était-ce pas un fait attesté par tous les indicateurs? Peut-être s'attendait-on aussi à ce que j'analyse les causes de ce retard et/ou que je projette des espoirs, ou même que je déconstruise un discours afropessimiste par un optimisme nécessaire et pathétique avec des phrases du genre: «l'Afrique, bien sûr que c'est le continent de l'avenir!» niant par la même occasion sa présence au temps présent. Cette gêne persistante s'est peu à peu dissipée lorsque m'est venue l'idée de parler plutôt de Présence et de Parole. D'interroger la présence ainsi que la prise de parole des Africains, réputés hommes de l'oralité, dans un monde où le temps s'est accéléré, où la parole longue qui se déployait dans un temps infini est désormais sommée de se contracter, de parer au plus urgent et d'accorder son mètre à la nouvelle temporalité. Il m'a semblé alors que jusque-là, la prise de parole des Africains s'était principalement faite sur le mode justificatoire. Par le passé, justification de l'importance de nos valeurs de civilisation, de nos identités culturelles, de notre présence au monde: contre-paroles et contrepoints nécessaires en ces temps-là. De nos jours, justification de nos capacités à prendre le train du monde en marche, à hausser notre rythme propre pour battre le bitume à la cadence mondiale.

Rarement, trop rarement celle-ci ne s'est installée sur le mode créatif, hors de la dialectique de réaction-justification que lui imposèrent les discours racistes et nihilistes porteurs de l'idéologie de la tabula rasa. Peut-être était-il temps, un demi-siècle plus tard, que cette parole se dise simple, nue, sans apprêt, en

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

dehors des évaluations, simplement sur le mode libre de la présence à soi. Qu'elle se dise à travers les lieux multiples qu'elle habite: corps, marche rythmée, danse, vêtements, habitat, musique, littératures, art de vivre, savoirs traditionnels et sciences modernes, métaphysiques et cosmogonies, qu'elle dise l'homme qu'elle a contribué à édifier.

Aussi, ai-je désiré rompre avec les catégories habituelles de l'analyse et du bilan en répudiant, malgré leur utilité relative, les critères d'évaluation que sont indicateurs socio-économiques et sociopolitiques. Une des catégories fréquemment utilisée est la relative richesse ou pauvreté d'une nation, appréhendée par son produit intérieur brut ou son indice de développement humain. Ces agrégats ne se contentent pas d'indiquer un seuil quantifié de «bien-être économique et social» qu'il est souhaitable d'atteindre pour un mieux-être des populations, mais classent et hiérarchisent les nations sur une échelle normée, en premiers et en derniers, en doués et en nuls, comme dans une salle de classe à l'école primaire. C'est ainsi que certaines nations se retrouvent pays plus pauvres ou pays moins avancés du monde, pendant que d'autres caracolent en pole position et deviennent l'horizon à atteindre, le modèle à imiter y compris jusque dans ses ombres. Ces indicateurs censés les qualifier et les désigner, que disent-ils d'essentiel de leur être au monde? J'ai toujours ressenti derrière l'innocence objective et chiffrée de ces indicateurs désignant les Africains, comme pauvres ou sous-développés, la courbure idéologique et la vision unilatérale de l'existence ainsi projetée. J'ai toujours perçu ce que ces qualificatifs sous leur apparente objectivité avaient d'erroné, de partiel, de limitatif; j'ai également noté le désir de confinement dans une dimension handicapante de la part de ceux qui préféreraient ne voir les autres qu'à travers cette lucarne. Il ne s'agit pas de nier des déséquilibres économiques et sociaux qui existent çà et là et qu'il faut impérativement résorber, mais ce qualificatif (pays pauvres) réduit non seulement la richesse à ses dimensions monétaires et pécuniaires, omet toutes les richesses immatérielles qui constituent l'homme et font sa qualité, limite le champ d'évaluation et surtout le fausse en faisant passer l'avoir avant l'être, la quantité sur la qualité, la matière avant l'Esprit. C'est hélas au cœur de cette perspective inversée de l'homme que nous sommes presque toujours invités à formuler nos évaluations et nos jugements. C'est ce cadre de référence qu'il convient d'abandonner. Il ne s'agit point d'une ruse de Normand pour éviter de voir des difficultés bien réelles. Il s'agit de remettre les choses à leur juste place et s'il faut faire une évaluation, c'est bien sous le rapport de la qualité d'être qu'il convient de le faire. Ce que la vie dans ce continent enseigne, c'est que l'homme n'est point réductible à sa dimension économique.

Lors de mon retour sur le continent, l'une des premières choses qui me frappa fut le caractère non policé du langage. L'on nommait les choses telles qu'elles étaient ou telles qu'elles apparaissaient. La parole désignatrice y était encore sauve des euphémismes qui transforment un aveugle en non-voyant et un massacre en dégâts collatéraux.

La parole dit la présence. La présence est fille de la persistance de notre être au monde, elle somme les expériences, les vécus, les tribulations, les accomplissements: toutes les dimensions du vécu d'un peuple se subsument et se reflètent dans l'acte de sa présence au monde. Le bilan de ce demi-siècle passé des pays africains, mais également de son histoire plus ancienne, est dans sa qualité de présence au monde. Cette présence dit le temps passé, présent et suggère l'à-venir. Elle tient lieu de bilan car en elle s'est opérée l'alchimie des expériences diverses. Ces cinquante dernières années sont dans cette présence, celle-ci reflète ce qui a résisté au temps, ce qui s'est adapté, ce qui s'est dissipé. Que dit cette présence: que l'homme africain est un être riche d'expériences de vie, de sensibilité, de générosité, de courage, d'acuité de regard sur la condition humaine, que c'est un être vibrant de vie qui ayant exploré tous les versants de la condition humaine se tient là et offre au monde ses élans.

Ces dernières semaines, j'ai rencontré des jeunes lycéens et étudiants pour échanger autour de la littérature, ici au Sénégal et au là-bas au Rwanda. J'ai été frappé par leur vivacité, leur intelligence, l'acuité du regard qu'ils portaient sur le monde, également par leur soif. Evidemment, il faudra consolider les cadres de l'épanouissement de cette vitalité débordante. Mais ce pays, le Rwanda, dans un élan collectif et conscient construit ces cadres à grande vitesse: environnement, organisation sociale, conscience collective.

J'ai choisi une perspective rwandaise pour parler de présence, car ici dans la région des Grands Lacs, toute la condition humaine est réunie, ses faces sombres et éclairées s'y font contre-jour.

D'abord, la présence majestueuse des éléments: lacs, rivières, montagnes, volcans, rizières, champs de maïs, de café, bananeraies, marais, champs de papyrus...

Ensuite, la présence des grimpeurs des hauts plateaux: efforts constants d'hommes poussant des bicyclettes chargées sur des pentes montagneuses, funambules du vide, muscles tendus, résolus dans un effort prométhéen à gravir les dimensions de l'être.

Enfin, la présence des voix de la sensibilité en la personne de Carole Karemera débordante d'énergie et de générosité, rentrée au Rwanda y vivre et créer un centre culturel (Ishyo) où elle avive l'urgence d'une parole créatrice, réparatrice de liens sociaux, la seule qui peut-être nous sauvera car la seule capable de construire un vivre ensemble: l'art.

Ce que ces peuples d'Afrique enseignent, ce que disent leurs paroles, c'est l'aspiration à une présence au meilleur de soi-même, en dépit des contextes internes et externes parfois difficiles.

Voici un pays qui en 1994 a traversé un génocide qui a fait plus d'un million de morts. Aujourd'hui, il est porté par des femmes et des hommes qui avec ardeur et méthode reconstruisent leur économie, leur vivre-ensemble, leur espérance. Un regard même furtif ne peut qu'être frappé par la propreté de Kigali, les questions environnementales y sont rigoureusement prises en charge: interdiction des sacs en plastique, tolérance zéro à la corruption, travaux communautaires se chargeant de la propreté de la ville, l'ardeur de la reconstruction soutenue par les Rwandais de l'intérieur et ceux de la diaspora aboutit à une croissance économique soutenue depuis quelques années, mais plus important encore à retisser et renouer, les tresses du vivre-ensemble. Dans ce pays où l'enseignement se fait dès le primaire en kinyarwanda jusqu'au début de collège, avant d'être relayé par les langues étrangères, la jeune génération née après 1994 est fière d'être rwandaise et sait que son avenir est à la portée de son ardeur. Preuve simple que les déséquilibres socio-économiques d'une nation peuvent être résorbés, quelle qu'ait été sa situation de départ, il suffit que la foi et le labeur s'en mêlent. Si tout ceci est possible ici, malgré le drame récent, ça l'est ailleurs sur le continent

Au moment où je finis ce texte je suis à Giseny en face du lac Kivu, des vaguelettes s'abattent sur le rivage comme ceux d'une mer mineure, Goma proche, encerclée par ses volcans, scintille. Cette ville frontalière entre le Rwanda et le Congo flotte dans une humeur bucolique. Si l'Homme est la fin, le but de l'aventure, l'Homme y est déjà riche, plein. Ceux qui par choix ou nécessité usent de peu des ressources de cette planète, l'ont édifié et d'humanité débordante l'ont l'investi.



## Afrique FRANCOPHONIE Les finalistes de l'édition 2010 du Prix des cinq continents de la Francophonie

### Les 10 romans sélectionnés

Retenus parmi un grand nombre de romans concourant à la 9<sup>e</sup> édition du Prix des cinq continents de la Francophonie, dix ouvrages finalistes ont été sélectionnés par les représentants des quatre comités de lecture : l'Association Entrez Lire de Belgique, l'Association des écrivains du Sénégal, l'Association du Prix du jeune écrivain francophone et le Collectif des écrivains de Lanaudière de Québec ont sélectionné.

Vendredi 16 juillet 2010

Le jury\*, présidé par le Haïtien Lyonel TROUILLOT, désignera le lauréat parmi les dix finalistes le 27 septembre prochain. Le prix qui récompense tous les ans un roman d'expression française, sera remis le 22 octobre à Montreux (Suisse) par Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, en marge du XIII<sup>e</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie.

Les dix romans finalistes à la 9<sup>e</sup> édition du Prix des cinq continents de la Francophonie sont :

- ▶ L'Aimé de juillet de Francine de MARTINOIR aux éditions Jacqueline Chambon (France)
- ▶ Les aubes écarlates de Leonora MIANO aux éditions Plon (Cameroun)
- ▶ La conscience d'Élieh de Guy LALANCETTE aux éditions VLB (Canada-Québec)
- ▶ J'aimerais revoir Callaghan de Dominique FARBRE aux éditions Fayard (France)
- ▶ Maleficium de Martine DESJARDINS aux éditions Alto Inc. (Canada-Québec)
- ▶ Nos silences de Wahiba KHIARI aux éditions Elyzad (Tunisie)
- ▶ Les petits de la guenon de Boubacar Boris DIOP aux éditions Philipe Rey (Sénégal)
- ▶ Ru de Kim THUY aux éditions Liana Levi (Vietnam-Canada-Québec)
- ▶ Sous la tonnelle de Hyam YARED aux éditions Sabine Wespieser (Liban)
- ▶ Terre des affranchis de Liliana LAZAR aux éditions Gaia (Roumanie-France)

Le prix est doté d'un montant de 10 000 euros. L'Organisation internationale de la Francophonie assurera la promotion du lauréat sur la scène littéraire jusqu'à la proclamation du prochain lauréat. Illustration de la diversité culturelle et de la vivacité de la langue française, les auteurs des romans en lice pour l'édition 2010 étaient ressortissants des pays suivants : Algérie, Bénin, Cameroun, Canada-Québec, Communauté française de Belgique, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, France métropolitaine et d'Outre-mer, Gabon, Haïti, Iran, Liban, Mali, Maroc, Roumanie, Sénégal, Suisse, Togo, Tunisie et Vietnam.

\* Le jury est composé de : Lise Bissonnette (Canada-Québec), Monique Ilboudo (Burkina Faso), Paula Jacques (France-Égypte), Vénus Khoury-Ghata (Liban), Pascale Kramer (Suisse), Jean-Marie Gustave Le Clézio (Maurice), Henri Lopes (Congo), René de Obaldia (Hong Kong), Leïla Sebbar (France-Algérie), ainsi que Kossi Efovi (Togo), lauréat du prix 2009 qui siège pour cette session.

Pour plus d'informations : le site de la Francophonie [www.francophonie.org](http://www.francophonie.org)

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



**Afrique POLITIQUE Le test de l'entonnoir...**

Jean-Michel Plouchard 16/07/2010 16:12:01

**Etienne Leenhardt, journaliste à France 2, et grand spécialiste de l'Afrique. Tellement grand spécialiste que pour lui « il n'y a pas de dictature en Afrique francophone » ! Et qu'il nous explique même pourquoi : ils sont tous tout blanc, les joyeux présidents africains...**

**Certes, lundi soir, nous avons eu droit à un petit chef d'œuvre en matière de blanchissage, accompagné d'un léger passage de brosse à reluire. Mais quand même ! On n'est pas obligé d'utiliser la langue de bois pour blanchir les pompes, à force, ça raye.**

Petite explication de texte, selon Monsieur Leenhardt, **"certes, le panorama n'est pas entièrement glorieux, mais il n'est pas non plus sans espoir, sur le plan politique, il n'y a pas de dictature en Afrique francophone..."** Et de nous l'expliquer sur une carte : "Il y a ces pays où les fils succèdent à leurs pères" ! Mais non, mais non, ce n'est en rien de la dictature, juste une "tentation héréditaire", et ils réussissent même à se faire élire, très démocratiquement comme au Togo, au Gabon, et probablement bientôt au Sénégal... **"Il y a ses présidents qui semblent être désignés à vie..."** Et non, ce n'est vraiment pas de la dictature, ils ont été élus très démocratiquement et même, pour certains, très démocratiquement réélus, comme au Cameroun, ou au Tchad...

Et puis **"il y a des réussites"**, peu importe qu'elles soient **"relatives"** Elles ont des **"des élections et une opposition dignes de ce nom"** comme au Bénin, ou au Mali... Sur sept pays mentionnés par Monsieur Leenhardt (et heureusement qu'il n'en mentionne que sept) qu'importe s'il n'y a que deux **"réussites relatives"**, et qu'importe aussi si dans les autres ni les élections, ni l'opposition ne soient pas **"dignes de ce nom"**... Il n'y a pas de dictature politique en Afrique Francophone !

Alors merci Monsieur Leenhardt pour cette petite leçon de géopolitique, vous avez droit à la toute première place au grand test de l'entonnoir. Tiens, un petit exemple, au Togo, où Faure Gnassingbé, président depuis 2005, a été élu très démocratiquement après avoir été désigné par son père, feu le président Gnassingbé Eyadéma. Au Togo où Amnesty International et l'Acat-France l'ont appelé, Monsieur le Président de père en fils, le lundi 25 avril 2010 à mettre un terme à l'**"impunité"** qui **"perdure toujours"** dans le pays, cinq ans après les violences politiques d'avril 2005. Et avril 2005, c'était quoi ? Bien, la date de son élection ! Et circulez, il n'y a rien à voir. Au Togo toujours, où la FIDH nous relate que "le 14 avril 2010 vers 16h, des forces de gendarmerie ont fait irruption au siège du principal parti d'opposition, l'Union des forces de changement (UFC) où étaient rassemblés des militants de différents partis d'opposition réunis sous la bannière du Front républicain pour l'Alternance et le changement (FRAC). Les forces de l'ordre ont violemment dispersé la réunion à coups de matraque et ont arrêté près de 77 personnes qui ont été soumises à des traitements dégradants et inhumains et notamment rouées de coups pendant leur détention. Les personnes arrêtées ont finalement toutes été relâchées le jour même et le lendemain. Les forces de sécurité ont, lors de leur intervention, emporté du matériel informatique et de nombreux autres objets (téléphones, sommes d'argent, documents, etc)."

Bien oui, quoi ! Mais non, mais non ! Ce n'est pas de la dictature !

Et aller, un petit coup de brosse à blanchir sur quelques autres des très démocrates présidents d'Afrique francophone.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



1. Paul Biya, président du Cameroun depuis 1982, et très démocratiquement élu par trois fois (après avoir fait modifier la constitution à sa mesure).
2. Idriss Déby Itno, président du Tchad depuis 1991, et très démocratiquement élu par trois fois (après avoir fait modifier la constitution à sa mesure).
3. Ali Bongo, tout récent président du Gabon, élu très démocratiquement en 2009, après 42 ans de très démocrate présidence de feu son cher papa, Omar Bongo.
4. Ou encore Karim Wade, pas encore président du Sénégal, mais qui aimerait bien succéder à son cher papa Abdoulaye Wade, âgé de plus de 80 ans.

Et ceci pour ne prendre que les exemples cités par Etienne Leenhardt !

Alors oui, moi je pousse mon cocorico, ça a du bon (la francafric, pardon,) la colonisation !

Et comme il se passe des trucs vraiment géniaux en ce moment. Bien oui, les jeunes de l'UMP, ils **"utilisent des méthodes trotskistes"**. Mon cocorico, je vais aussi le tenter sur l'air de l'Internationale...

## LE TEMPS Amérique ETATS-UNIS Ce qui va changer à Wall Street

Pierre-Alexandre Sallier lundi 19 juillet 2010



La réforme de Wall Street porte le nom des parlementaires B. Frank (gauche) et C. Dodd (droite). (Keystone)

### Le Sénat entérine une refonte cruciale du système financier. Le tour des points clefs de la réforme

Tout au long de la semaine, les derniers parlementaires républicains se sont ralliés à la réforme du système financier négociée sous l'égide de deux figures démocrates du Congrès, le sénateur Chris Dodd et le représentant Barney Frank. Son adoption par le Sénat, jeudi, a mis un terme à des mois d'intenses négociations dans les coulisses de Capitol Hill. Et signe une victoire législative cruciale pour l'administration Obama.

Les 2300 pages du texte sont présentées par leurs instigateurs comme la plus grande refonte du système financier depuis les années 30. Censées corriger les excès de l'ère de la dérégulation à tout va – entamée sous la présidence Reagan – elles étendent le contrôle des agences fédérales sur des pans entiers de la finance leur échappant jusque-là. La guérilla livrée par les lobbies de Wall Street et des compromis de dernière minute ont cependant édulcoré les aspects les plus durs du projet initial. La mise en application de cette «loi Dodd-Frank sur la réforme de Wall Street» prendra en outre des années: le texte prévoit d'édicter plus de cinq cents nouvelles règles.

### Surveiller les marchés des produits dérivés

C'est le versant crucial de la loi. Mettre de l'ordre dans les échanges de gré à gré de produits dérivés au cœur de la crise, dont le montant notionnel dépasse 600 000 milliards de dollars. Comment? En imposant que ceux-ci soient orchestrés par des chambres de compensation, qui imposeront un système de dépôts de garantie.

Ceci permettra de mieux surveiller les produits complexes – RMBS et autres CDO – par le biais desquels Wall Street a réussi à emballer des millions des prêts immobiliers. Mais aussi d'encadrer les contrats «swaps» – échappant à tout contrôle – via lesquels les institutions financières ont investi en masse dans le pétrole ou les produits alimentaires.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

En Europe, la Commission proposera à l'automne l'instauration d'une plate-forme centralisant le négoce de dérivés. A noter que les Etats-Unis n'interdisent pas certaines pratiques spéculatives comme en Allemagne.

### **Contrôler le risque systémique**

La Réserve fédérale n'a pas vu venir la crise. Une surveillance renforcée des interdépendances entre les grandes banques sera confiée à un «super-régulateur», le Financial Stability Oversight Council. Appelé à se réunir pour la première fois dans trois mois, celui-ci pourra forcer une institution à mettre plus de fonds propres de côté – ou à céder des activités – si elle représente un risque pour le système financier.

En Europe, les compétences du futur «comité du risque systémique» ainsi que celles des autorités supranationales surveillant banques, assurances et marchés, font toujours l'objet de dissensions.

Aux Etats-Unis, la loi «Dodd-Frank» ne fixe aucun plancher en matière de fonds propres. A l'origine le projet de loi envisageait que les banques présentant un risque systémique détiennent un dollar de capital pour 15 dollars empruntés. Une limitation finalement laissée à la discrétion de la Fed.

Lors du dernier sommet du G20, plusieurs pays – dont le Japon, l'Allemagne, la France – ont milité pour un report de la mise en place de normes internationales plus strictes en matière de fonds propres – les règles de «Bâle III» – prévues pour 2012. Afin d'éviter que leurs banques ne réduisent leurs prêts à des économies fragilisées.

### **Gérer les banques dites «too big to fail»**

Comment gérer des établissements devenus tellement gros qu'ils ne peuvent être abandonnés à la faillite? Et ce, sans mobiliser un plan de secours étatique? L'idée initiale d'un fonds d'assurance de 150 milliards de dollars – abondé par le secteur financier – a été abandonnée. Les futurs sauvetages seront financés par un prêt du Trésor, remboursable par les banques. Ce qui signe la fin de la garantie implicite accordée par l'Etat aux plus grandes banques. La FDIC – agence qui a liquidé de dizaines d'établissements depuis 2007 – verra ses moyens renforcés, afin de pouvoir démanteler les plus gros conglomérats. L'idée de limiter d'office la taille des banques a été écartée.

### **Limiter la spéculation pour compte propre**

Ce qui a été baptisé la «règle Volcker», du nom de l'ancien responsable de la Fed conseiller Barack Obama devait être l'autre point crucial de la loi: limiter drastiquement – voire interdire – la spéculation des banques pour leur propre compte. Une version très amoindrie en a été retenue. Elle imposera ainsi que les participations des banques dans des hedge funds ne dépassent pas 3% de leur capital.

### **Protéger les clients**

Les abus du passé – notamment en matière de prêts immobiliers – ont conduit les parlementaires à exiger la création d'une agence de protection des clients des sociétés financières. La Maison-Blanche l'avait, à l'origine, imaginée indépendante, au grand dam du secteur. Cette agence sera finalement chapeautée par la Réserve fédérale.

### **Surveiller les agences de notation**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

Au regard de leur rôle dans la bulle des «subprime», les agences de notation ne s'en tirent pas si mal. Leurs évaluations pourront certes faire l'objet de poursuites en justice. Le gendarme des marchés – la SEC – interdit la notation d'un véhicule de titrisation par l'agence participant à sa conception.

En Europe, un nouveau règlement communautaire – applicable en décembre – imposera à ces agences d'être enregistrées auprès des régulateurs des Vingt-Sept.

### **«Hedge funds» en liberté conditionnelle**

Ces fonds alternatifs redoutaient un tour de vis réglementaire autrement plus sévère. La nouvelle loi prévoit que ceux à qui sont confiés plus de 150 millions de dollars voient désormais leurs activités supervisées par la SEC d'ici à un an. Ils devront fournir des informations sur les stratégies qu'ils utilisent pour spéculer, afin de détecter un éventuel risque systémique. Si un de ces fonds devient trop grand ou trop risqué, il sera placé sous la supervision de la Fed.

En Europe, le vote de la directive AIFM sur les fonds alternatifs a été repoussé à septembre.

### **Pas de limite des bonus**

La limitation des bonus versés aux cadres de la finance est écartée; contrairement aux mesures qui viennent d'être votées par le Parlement européen, qui imposent que les primes payées comptant ne dépassent pas 30 à 40% du total de la rémunération. Ceci n'empêche cependant pas un durcissement des conditions de rémunération des dirigeants de toutes les entreprises cotées aux Etats-Unis: si les comptes de la société venaient à être révisés à la baisse, ceux-ci devront rembourser les primes excessives perçues.

### **Taxe bancaire écartée**

Alors que les Européens voulaient faire de la taxe bancaire une cause mondiale, le Congrès américain a fait passer à la trappe son projet initial de prélever de 19 milliards de dollars sur les banques.

La France, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne ont, elles, adopté un impôt spécifique.



## Chine-Nouvelle.com **Asie Chine investissements étrangers directs en hausse de 19,6% en Chine au premier semestre 2010**

LE 15.07.2010 À 14:10 | © 2010 [CHINE NOUVELLE](#)

**Les investissements étrangers directs ont augmenté de 19,6% en Chine, au premier semestre, et ont atteint 51,43 milliards de dollars a indiqué, ce jeudi, Liu Yajun, le directeur du service de l'Administration des investissements étrangers du ministère du Commerce.**

Celui-ci a précisé lors d'une conférence de presse que, pour le seul mois de juin, ces investissements avaient augmenté de 39,6% par rapport à juin 2009 à 12,51 milliards de yuans. Il s'agit de la onzième hausse mensuelle consécutive.

Au cours du premier semestre, le gouvernement chinois a approuvé la création de 12 400 dossiers d'investissement soit une augmentation de 18,8% en glissement annuel.

Au cours du seul mois de juin, 2 739 sociétés étrangères ont été autorisées à s'établir en Chine soit une augmentation de 8,3% par rapport à la même période de 2009.

En ce qui concerne les régions où se sont dirigés ces investissements, les augmentations sont respectivement de 19,3% pour la Chine de l'Est, de 22,7% pour la Chine centrale et de 20,8% pour les régions moins développées de l'Ouest du pays.

Selon les chiffres du ministère du Commerce, 53,7% du commerce extérieur de la Chine a été réalisé, au premier semestre 2010, par des sociétés étrangères.

Le directeur du service de l'Administration des investissements étrangers du ministère du Commerce a souligné que des incertitudes pèsent sur le second semestre 2010 en raison de la situation économique intérieure et de l'imprévisibilité de la reprise de l'économie mondiale.

Ce responsable a aussi fait remarquer que les études réalisées par les organisations internationales continuaient à classer la Chine parmi les endroits qui attiraient le plus les investissements étrangers.

## Chine-Nouvelle.com Asie CHINE Le revenu fiscal de la Chine en hausse de 27,6% au premier semestre 2010

LE 15.07.2010 À 14:39 - MODIFIÉ LE 15.07.2010 À 16:20 | © 2010 [CHINE NOUVELLE](#)

**Le revenu fiscal de la Chine a augmenté de 27,6% dans les 6 premiers mois 2010 par rapport à l'année précédente pour atteindre 4 330 milliards de yuans (639,74 milliards de dollars américains), a déclaré jeudi le ministère des Finances (MOF).**

De janvier à juin, le revenu des taxes s'est élevé de 30,8 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 3 860 milliards de yuans, a annoncé le ministère dans un communiqué publié sur son site internet officiel.

Sur ce total, le revenu fiscal du gouvernement central a progressé de 28,6%, à 2 280 milliards de yuans, alors celui des collectivités locales a atteint 2 060 milliards de yuans, en hausse de 26,5 %.

Selon le communiqué, la rapidité de la **croissance** économique est l'une des causes principales de la vitesse d'augmentation du revenu fiscal.

L'**économie chinoise** a enregistré une **croissance** de 11,1% en base annuelle durant les six premiers mois et de 10,3% au deuxième trimestre, a indiqué jeudi le Bureau d'Etat des Statistiques.

La rapidité de la **croissance** des recettes fiscales se reflète dans les hausses de l'indice des prix à la consommation (IPC) et celui des prix à la production (IPP), qui ont respectivement progressé de 2,6% et de 6% de janvier à juin, contre des baisses de 1,1% et de 5,9% pendant la même période de l'année dernière, ajoute le communiqué.

Cette augmentation du revenu fiscal s'explique également par une base de comparaison relativement basse de la même période de l'année 2009 où le revenu fiscal avait diminué de 2,4% en raison de la récession économique mondiale.

Les chiffres publiés par le MOF montrent également que, pour le mois de juin, le revenu fiscal de la Chine a atteint 787,94 milliards de yuans, soit une augmentation de 14,7% par rapport à l'année précédente. Ce taux d'augmentation mensuel est en baisse aux 20,5% enregistrés en mai.

Le ministère attribue la baisse de ce taux de **croissance** en juin à une base de comparaison relativement élevée, car le revenu fiscal de juin dernier était en hausse de 19,6 % après un déclin de 9,9 % dans les quatre premiers mois et une augmentation de 4,8 % en mai 2009.

Le ministère a prévu que la **croissance** du revenu fiscal pourrait continuer à ralentir au second semestre, car la base de comparaison était élevée en ce qui concerne les prochains mois.

Au premier semestre, les dépenses du pays ont atteint 3 380 milliards de yuans (+17%), celles dans l'éducation, la sécurité sociale et l'emploi étaient les plus importantes.



## Asie CHINE La lutte contre la corruption s'intensifie contre les fonctionnaires

LE 15.07.2010 À 10:36 - MODIFIÉ LE 15.07.2010 À 11:06 | © 2010 CHINE INFORMATIONS

### La lutte contre la corruption s'intensifie contre les fonctionnaires

La Direction générale du Comité central du Parti communiste chinois et la Direction générale du Conseil des Affaires d'État ont publié dimanche 11 juillet, une nouvelle règle visant à lutter contre la **corruption** des **fonctionnaires** chinois. Cette loi les oblige à déclarer leurs revenus, investissements et patrimoines.

#### Déclarer ses revenus, et son patrimoine

Cette mesure oblige les **fonctionnaires** du plus petit au plus grand échelon, à déclarer chaque année leurs salaires et toutes autres sources de revenus. Il s'agit là de leurs biens et ceux de leur famille, de leurs investissements et des emplois de leurs conjoints et enfants.

Le contrôle ira jusqu'à déclarer sur des membres de leurs familles vivent à l'étranger, et si il y a un changement de situation: divorce, naissance, décès... Auquel cas, les **fonctionnaires** seront sanctionnés.

Cette mesure n'est pas la première, en effet, en janvier 2010, la 5ème session plénière de la 17e Commission centrale du Contrôle de la Discipline du PCC, stipulait que les organes du Parti, à tous les niveaux, devaient fournir tous les renseignements sur leur situation familiale. L'objectif étant d'empêcher tout abus de pouvoir, de **corruption** et de participation à des activités illégales. Le communiqué de la 5ème session indiquant que des contrôles seraient effectués sur les données fournies par les cadres dont la famille se trouve à l'étranger.

#### De nombreux textes de loi édités

Le 22 février, le Bureau national de la Prévention de la **Corruption** de Chine avait publié une circulaire sur le travail effectué en 2010. Celui-ci souhaitait étendre la lutte contre la **corruption** aux entreprises privées dès cette année. Le lendemain, le Comité central du PCC publie un code de déontologie destiné à ses cadres, "afin de garantir un travail honnête et de prévenir la **corruption** au sein du gouvernement". Ce code est composé de "52 pratiques inacceptables".

Fin mars, le Comité central du PCC publie quatre réglementations destinées aux responsables du Parti et au gouvernement, afin de veiller à ce qu'aucunes actions illégales ne soient perpétrées au sein même de l'état.

Le 17 mai, La Commission centrale du contrôle de la discipline du PCC a rendu publique une série de réglementations, avec les sanctions appropriées, contre les cadres du Parti qui auraient des intérêts dans le secteur immobilier. La Commission centrale s'attaque à l'une des branches dures de la **corruption**.

Le 29 juin, la Commission centrale du Contrôle de la Discipline du PCC a publié une explication sur les sanctions prévues en cas de voyage à l'étranger financé par des fonds publics. Les mesures allaient du maintien des membres du Parti avec mise à l'épreuve à la destitution de toutes fonctions à l'intérieur du Parti. En cas d'offense aggravée, une expulsion du Parti est envisageable, indique Le Quotidien du Peuple.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

Le gouvernement chinois tente coûte que coûte d'éradiquer la **corruption** sur son territoire, afin de diminuer les inégalités sociales, et de permettre au développement "harmonieux" de la société chinoise.

### He Guoqiang, figure de la lutte contre la corruption au PCC

Né 1943, à XiangXiang dans la province de Hunan, He Guoqiang est membre du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du PCC, secrétaire de la Commission centrale de Contrôle de la Discipline du PCC et chef du Département de l'Organisation du Comité central du PCC.

En charge de la discipline au Parti Communiste Chinois, il a mis l'accent jeudi 8 juillet, lors d'un forum avec des représentants des services anti-corruption de villes et de districts, "sur la nécessité de recruter davantage de **fonctionnaires** spécialisés dans la lutte contre la corruption".

Le gouvernement chinois a formé en 2009, plus de 2.000 **fonctionnaires** anti-corruption sur le plan national, et plus de 400 **fonctionnaires** au niveau municipal, en juin 2010.

Céline Tabou, <http://celinetabou.wordpress.com>

### Chine-Nouvelle.com Asie CHINE Justice Corruption la justice chinoise a récupéré 4,62 milliards de dollars depuis 2005

LE 14.07.2010 À 15:27 | © 2010 [CHINE NOUVELLE](#)

**La justice chinoise a récupéré 31,26 milliards de yuans (4,62 milliards de dollars) par le biais d'enquêtes et de poursuites dans des affaires de corruption entre 2005 et le mois de mai de l'année, indique le Parquet populaire suprême de Chine.**

Les parquets du pays ont eu à connaître 146 570 affaires de **corruption** impliquant plus de 170 000 personnes, précisent les chiffres révélés mercredi lors d'une conférence nationale sur la lutte contre la **corruption** et les crimes relatifs au travail.

Parmi les personnes qui ont été entendues, 13 192 fonctionnaires étaient du niveau du district ou au-dessus. Par ailleurs, 8 776 des affaires traitées concernaient, chacune, des fonds de plus d'un million de yuans, ajoute le Parquet populaire suprême.

Pendant la même période, les procureurs ont appréhendé 6 148 fugitifs impliqués dans des affaires de **corruption**, dont 71 vivant à l'étranger.



**LE TEMPS Europe Migrations, le poids de l'histoire**

Sylvie Arsever samedi 17 juillet 2010

**Les migrations sont tout simplement une des façons dont les peuples évoluent**

Les pays développés, souligne l'OCDE dans un rapport publié mardi, ont trop limité l'immigration. Pour leur santé économique et démographique, ils gagneraient à se montrer plus souples et surtout à augmenter les efforts visant à garder les migrants qui ont trouvé à s'insérer dans l'économie: intégration, naturalisation – et garantie d'une protection égale en période de crise. Ce programme dicté par le bon sens est aussi de nature, à terme, à désamorcer les angoisses identitaires sur lesquelles surfent aussi bien les mouvements xénophobes que les intégrismes religieux en tout genre. Mais il est douteux qu'il soit suivi: pratiquement tous les partis européens se retrouvent aujourd'hui otages de mouvements populistes qui font un barrage très efficace à toute mesure favorisant l'accueil des migrants.

L'histoire des migrations – dont Le Temps a feuilleté quelques pages la semaine écoulée – est faite de craintes semblables, nées à une époque où on migrait le plus souvent les armes à la main. Les invasions barbares, sur le modèle desquelles ont aussi été imaginées les migrations préhistoriques, les exodes forcés pour cause de religion ou, avec les traites négrières, d'exploitation économique, nous ont laissé des souvenirs sanglants et parfois coupables qui ont jeté une ombre angoissante sur les migrations économiques de grande ampleur commencées au XIXe siècle avec le développement des transports.

Mais cette histoire est aussi porteuse de quelques vérités rassurantes: les rencontres entre peuples que favorisent les migrations, même conquérantes, ne sont pas faites que de chocs des civilisations et, a posteriori, il est souvent difficile d'y discerner un vainqueur et un vaincu. Les valeurs dont nous craignons la perte au contact des nouveaux migrants extra-européens sont elles-mêmes le produit de métissages culturels dont nous avons parfois perdu jusqu'au souvenir. Finalement, les migrations sont tout simplement une des façons dont les peuples évoluent. Et la question est peut-être de savoir si la vieille Europe a encore le désir d'évoluer.

## LE TEMPS Monde MIGRATIONS Peuples en mouvement Un monde de migrants

Sylvie Arsever samedi 17 juillet 2010



(Karel Prinsloo / Keystone)

L'époque contemporaine voit les migrations avant tout comme des menaces pour l'ordre politique. Mais si le mouvement était naturel? Et si les peuples n'étaient pas ce qu'on croit?

Les Africains qui se pressent, au péril de leur vie, aux portes de l'Italie et de l'Espagne; les Néerlandais qui tentent de sauvegarder leur modèle de société tolérante en la barricadant; les milliers de Darfouris, de Tamouls ou d'Irakiens chassés de chez eux par les combats, l'insécurité et les persécutions... Un nombre écrasant de nos contemporains sont concernés par la migration – désirée, crainte, salvatrice ou inévitable mais toujours hasardeuse, lourde de dangers ou riche d'opportunités. On a dit du XXe siècle que c'était le siècle des réfugiés. Un enjeu majeur du XXIe apparaît déjà de savoir comment y seront traitées les conséquences humaines de la mondialisation de l'économie.

Les représentations avec lesquelles nous affrontons ce défi sont à la fois héroïques, de l'expansion des idiomes indo-européens aux conquêtes coloniales; dramatiques lorsqu'on songe aux exils bibliques ou aux persécutions religieuses du XVIe et du XVIIe siècle; et figurées comme l'occasion d'affrontements décisifs où les civilisations jouent leur destin, sur l'image de la chute de l'Empire romain en mains barbares, vignette centrale de théories du déclin occidental aux relents parfois ouvertement racistes.

Cette vision s'est forgée en bonne part au XIXe siècle autour de l'idée alors nouvelle de peuple, un groupe humain homogène dont le génie propre, forgé de génération en génération, le voue à se choisir un destin commun – et distinct – en formant une nation. Un groupe dont, au début du XXe siècle, la base biologique sera mise en rapport direct avec ses performances: angoisses démographiques françaises, stérilisations de marginaux en Suède ou en Suisse témoignent du même souci de préserver la «race», socle de la nation, que l'on retrouve, sous une forme délirante, aux fondements de l'antisémitisme nazi.

Au moment où l'invention du peuple débouche sur la naissance de l'Italie et de l'Allemagne, les migrations européennes en direction des Etats-Unis explosent: près d'un demi-million de nouveaux arrivés chaque année entre 1847 et 1930 pour une population qui passe dans la même période de 23 à 123 millions d'individus.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

Les mesures restrictives prises face à cet afflux visent explicitement à préserver le génie des premiers colons – les Anglo-Saxons protestants – des influences pernicieuses des vagues ultérieures – Chinois, Italiens, juifs de l'Est... Etendues à l'Europe, elles rendront de plus en plus difficile à ces derniers d'échapper aux politiques antisémites qui se mettent en place au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Elles reposent sur un présupposé implicite destiné à une belle postérité: un monde normal est un monde où chacun reste chez soi, derrière ses frontières. La migration est une irruption peu souhaitée dans cette normalité, qu'il s'agit, pour le bien de tous, de maintenir à un niveau aussi bas que possible. C'est encore la philosophie qui sous-tend notre actuelle loi sur les étrangers, dont la première mouture date de 1924.

Le voyage, à travers les âges cette fois, auquel nous avons convié les lecteurs du Temps la semaine écoulée, amène à relativiser fortement cette conception, sinon à la démentir. Dès son origine, l'humanité est en mouvement. Les langues et les gènes ont voyagé, souvent ensemble dès la préhistoire, sur des distances qui défient l'imagination.

Les empires mis en place aux époques historiques n'ont cessé d'absorber des nouveaux venus, conquis ou, déjà, migrants économiques attirés par leur prospérité se présentant parfois les armes à la main. De l'Antiquité tardive à l'an mil, l'Europe occidentale en voie de constitution a été confrontée à des vagues régulières de compétiteurs venus du Nord et de l'Est, conquérants désireux, plutôt que d'annexer de nouveaux territoires, de s'y imposer, de préférence dans une position dominante – et de s'y fondre.

C'est encore une forme de migrations – les Croisades – qui salue la montée en puissance de la papauté à partir du XI<sup>e</sup> siècle; les reconquêtes chrétiennes en Espagne musulmane en provoqueront d'autres – les expulsions massives de juifs et de morisques – qui préfigurent la constitution, au XVII<sup>e</sup> siècle, d'Etats religieusement homogènes, soumis à la foi du prince. Et promoteurs d'autres migrations forcées pour lesquels s'invente le terme, destiné à un riche avenir, de refuge.

Les départs pour cause de religion alimentent également les migrations vers le Nouveau Monde, où ils se combinent toujours plus étroitement avec l'attrait d'une vie meilleure dans une imbrication de motivations idéologiques, politiques, et économiques que les autorités qui s'efforcent aujourd'hui encore de régler les flux n'ont toujours pas réussi à démêler.

Ces mouvements de grande ampleur se déroulent sur un fond lui aussi en mouvement: transhumances saisonnières, vagabondages de démunis à la poursuite d'une subsistance, pérégrinations de colporteurs, de clercs à la recherche d'un maître ou d'étudiants en quête d'expériences et de diplômes, migrations professionnelles en tout genre, au nombre desquelles il faut compter le service étranger qui a mis des soldats suisses à disposition de pratiquement tous les souverains européens. Autant d'occasions d'influences réciproques, de métissages, et parfois aussi de solides incompréhensions, de préjugés et de persécutions.

Ceux qui partent ne sont jamais exactement ceux qui arrivent. La migration, souvent poursuivie sur plusieurs générations, modifie ceux qui la vivent. Les contacts, même violents, avec d'autres civilisations influencent peu ou prou. Si certains chocs, comme celui imposé par les conquistadors aux Américains du XVI<sup>e</sup> siècle, sont assassins, il n'est pas rare que des vaincus remodelent de fond en comble la culture de leurs vainqueurs. On le savait. Mais l'historiographie des dernières décennies a apporté un élément nouveau autrement perturbant: le mouvement, historique cette fois, ne se fait pas toujours dans le sens qu'on croit.

Un peuple n'est pas une famille élargie qui diversifie sa culture au fil de son expansion sur des terres étrangères. Mais un conglomérat de groupes et d'individus d'origines diverses qui, à un moment donné, se définissent une identité commune – par l'adoption des valeurs tribales d'une minorité dirigeante, par la constitution de mythes originels communs, par la soumission à une même loi ou par la conversion religieuse.

Ce phénomène, dit de l'ethnogenèse, a d'abord été mis en évidence à travers l'étude des peuples dits barbares qui, du III<sup>e</sup> au Xe siècle de notre ère, ont déferlé sur le territoire de l'Empire romain d'Occident, où ils ont fondé des royaumes plus ou moins durables, contribué à nommer de nombreuses régions – Normandie, Bourgogne, Lombardie, Bavière, Saxe notamment – et servi de lointains précurseurs à des Etats dont certains – France, Danemark, Allemagne... – ont également conservé leur nom.

Les transformations et les assimilations auxquelles ces peuples n'ont cessé de procéder remettent en question l'image d'un affrontement fatal entre un Empire cosmopolite et décadent et de pures tribus nordiques venues renouveler son sang corrompu. Elles retentissent aussi sur d'autres sujets.

Peut-on par exemple continuer à se représenter les migrations qui ont créé le bloc indo-européen à la préhistoire comme l'expansion d'un unique modèle linguistique et culturel à partir d'un tronc commun? Même si l'émergence d'Etats modernes a sans doute restreint la plasticité identitaire, des peuples ont-ils jamais cessé de s'imaginer – par exemple, dans certaines banlieues du XX<sup>e</sup> et du XXI<sup>e</sup> siècle – ou de se recréer sous des formes nouvelles – comme certains mouvements indigènes pourraient donner à le penser...? De quel peuple font partie les Italo- et les Sino-Américains d'aujourd'hui? Les questions posées pour le peuple juif par l'historien israélien Shlomo Sand ([LT des 11.04 et 28.12.2009](#)) peuvent être reprises pour tous.

La virulence des réactions suscitées, dans un contexte politique certes particulièrement explosif par l'ouvrage de ce dernier, [Comment le peuple juif fut inventé](#), le montre. Un fossé s'est creusé entre les notions d'une partie croissante des historiens et des anthropologues et les évidences héritées des nationalismes qui continuent de dominer le débat public.

En matière de migrations, ce dernier semble aujourd'hui tétanisé par une double impossibilité. Celle, d'une part, de freiner les flux importants générés par les insécurités et les inégalités économiques dans un monde globalisé. Et d'autre part, celle de limiter les dégâts politiques causés par la prolifération d'extrémismes construits sur l'exploitation des angoisses identitaires suscitées, de part et d'autre, par ces flux.

Quant au regard des spécialistes, il n'est sans doute pas entièrement dénué de biais idéologiques – développés notamment en réaction à l'horreur des crimes commis par les nazis au nom de la race. Mais il s'appuie aussi sur des travaux approfondis et des connaissances nouvelles qui, toutes, apportent à la vision de l'histoire où s'alimente notre imaginaire des retouches qu'il ne devrait plus être possible d'ignorer. Car si le mouvement est perpétuel et si les peuples ne cessent de se créer et de se recréer, peut-être peut-on aborder la question politique sous l'angle positif: comment faire pour que les migrations du XXI<sup>e</sup> siècle soient profitables à tous?

**LE TEMPS Monde COMMERCE «Le G20 de Toronto n'a pas tué le cycle de Doha»**

**Ram Etwareea** samedi 17 juillet 2010

Les négociations restent bloquées et les accords bilatéraux se multiplient. L'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OMC, Michael Punke, estime que les pays émergents, notamment la Chine, doivent faire des concessions. Lors du dernier sommet du G20, les 26 et 27 juin à Toronto, un fait majeur est passé presque inaperçu: l'absence du président brésilien Lula da Silva. Officiellement, il tenait à superviser les opérations de sauvetage après les inondations dans le nord du Brésil. Officieusement, celui qui durant des années a réclamé une plus large représentation des pays émergents dans la gouvernance mondiale avait renoncé au voyage en sachant que le Cycle de Doha ne ferait l'objet d'aucun engagement à Toronto. Le Brésil tient à la conclusion de Doha pour conquérir de nouveaux marchés.

Le G20 mentionne certes Doha dans ses résolutions, mais contrairement aux précédents sommets, il ne fixe aucune échéance. Il va plus loin, en mentionnant, pour la première fois, que les accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux étaient des voies alternatives valables. Lors de leur déjeuner le dimanche 27 juin, les chefs d'Etat ont évoqué de nombreux sujets, notamment le commerce, les subventions aux énergies fossiles, une initiative anti-corruption et le changement climatique, selon une source qui y était présente. Le président américain Barack Obama y a longuement parlé de son attachement au libre-échange, mais a affirmé que l'état des négociations, lancées en 2001, n'était pas satisfaisant pour les Etats-Unis. Il a aussi fait comprendre qu'une conclusion de Doha était possible si les pays développés et émergents parvenaient à trouver un compromis.

**Etat d'impuissance**

L'absence d'échéance a été diversement interprétée après Toronto. Lors d'un récent symposium organisé par le Groupe d'Evian, un groupe de réflexion de tendance libérale, plusieurs orateurs ont estimé, à regret, que Doha a été sacrifié sur l'autel des accords bilatéraux ou régionaux. Pour Jean-Pierre Lehmann, l'un de ses responsables et professeur à l'IMD à Lausanne, le G20 a décidé de ne pas sortir Doha du coma. «A moins d'un changement d'attitude, l'Organisation mondiale du commerce va rester dans un état d'impuissance pendant longtemps», dit-il. Cette déclaration rejoint celle de Pravin Gordhan, ministre sud-africain du Commerce, qui a estimé que Doha est proche de la mort. Ce n'est pas l'avis de son homologue indien Anand Sharma qui demande de dénouer les négociations pour donner un coup de fouet au commerce.

**«Tout va bien»**

A l'OMC, les responsables refusent de se laisser gagner par le pessimisme. «Tout va bien, explique un haut cadre. Les négociations techniques se poursuivent chaque jour. A la fin, il appartiendra aux politiques de prendre leurs responsabilités.» Pour notre interlocuteur, le manque d'engagement du G20 ne signifie pas la mort de Doha. «C'est de l'insanité de faire toujours la même chose, jour après jour, et s'attendre à des résultats différents à chaque fois», déclare Michael Punke, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OMC, en citant Albert Einstein. Selon lui, le G20 n'a pas tué Doha et n'avait pas à fixer d'échéance comme par le passé. «Les négociations doivent se poursuivre à Genève et il appartient aux pays émergents, notamment à la Chine, de faire des concessions et permettre la conclusion de Doha.» Et d'ajouter: «La Chine sait ce qu'elle doit faire pour assumer sa responsabilité en tant que nouvelle puissance économique. A présent, nous ne voyons pas d'engagement de sa part. Nous voulons de nouveaux marchés pour nos exportateurs.»



## LE TEMPS Monde ECONOMIE «La dette asiatique devient un placement incontournable»

Rajeev De Mello\*

**Continent dont les réserves de changes ne cessent d'augmenter, l'Asie se profile comme la reine de l'épargne, des exportations et de la croissance. Sa dette n'en devient ainsi que plus alléchante aux yeux des investisseurs étrangers. Le point avec Rajeev De Mello, gérant de Legg Mason basé depuis cinq ans à Singapour, après plusieurs années passées à Hongkong**

**Le Temps: Plusieurs banques centrales asiatiques ont récemment relevé leurs taux. Craignent-elles un retour d'inflation?**

**Rajeev De Mello:** En Asie, la reprise a été particulièrement forte après la crise de 2008. Un risque de surchauffe, et donc d'inflation – modérée – existe bel et bien. En Inde, la Banque centrale a déjà relevé ses taux directeurs à trois reprises pour prévenir une recrudescence de l'inflation. En Chine, le taux à un an des obligations de la Banque centrale a été augmenté de 1,76% à 2,09% en début d'année. Ces hausses pourraient se poursuivre dans d'autres pays mais resteront contenues. Et il ne faut pas oublier que les autorités avaient dû couper les taux en urgence au plus fort de la crise.

**– Mais ces hausses de taux ne promettent-elles pas une baisse des marchés obligataires en Asie?**

– Pas nécessairement. En fait, ce sont les taux courts qui augmentent, mais les taux longs restent relativement stables. Loin de pousser les marchés obligataires à la baisse, on assiste souvent au phénomène inverse: la hausse des taux directeurs attire les capitaux et tend à apprécier la monnaie locale, ce qui ravive l'intérêt des investisseurs.

**– Vous semblez opter pour une augmentation de la duration des prêts de votre portefeuille...**

– C'est vrai. Non seulement le rendement des obligations longues est plus élevé, mais le risque de voir leurs cours diminuer est également plus faible par rapport aux échéances courtes, précisément à cause des remontées de taux opérées par les banques centrales. Nous pensons cependant que le marché a anticipé des hausses de taux excessives. Enfin, il ne faut pas oublier que l'Asie connaît une croissance bien plus forte que d'autres régions du monde, ce qui laisse présager un intérêt marqué pour ses obligations. Notamment, grâce à l'augmentation des recettes fiscales gouvernementales de la région.

**Cette forte croissance asiatique ne sera-t-elle pas remise en question par les problèmes budgétaires en Europe et aux Etats-Unis?**

– Ce n'est pas le scénario que nous privilégions. Bien sûr, les troubles récents sur la dette grecque sont suivis avec inquiétude par les investisseurs asiatiques, qui craignent d'éventuels effets de propagation et une hausse générale de l'aversion au risque. Cela dit, l'Asie continuera vraisemblablement à croître de manière soutenue. Et la dette du secteur public – et les déficits budgétaires gouvernementaux – y sont généralement bien moins élevés. De plus, les stimuli fiscaux mis en place après la crise de 2008 ont été investis principalement dans les infrastructures – non dans le sauvetage des banques – ce qui devrait conforter ultérieurement la reprise en forme de «V».

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

**– Mais ne craignez-vous pas que la croissance molle de l’Occident pénalise les exportations?**

– Il ne faut pas surestimer ce risque. Son impact sur la croissance devrait être faible, à moins qu’une récession globale réapparaisse. Par ailleurs, l’Asie connaît, depuis quelques années, un rééquilibrage de son activité vers son secteur interne.

**– Les autorités chinoises ont récemment décidé de laisser remonter le yuan. Faut-il s’attendre à une appréciation des autres devises asiatiques?**

– Oui, mais cette appréciation devrait rester modeste. Elle permet notamment aux autorités d’atténuer l’impact négatif d’une hausse du prix des matières premières sur la croissance. En termes de monnaie, nous restons positifs sur la Chine, mais aussi la Corée et la Malaisie. D’ailleurs, nous avons choisi de maintenir notre exposition envers ces devises dans le fonds, sans effectuer d’opérations de couverture.

**– Les obligations asiatiques risquent de devenir très demandées. Ces marchés ont-ils la capacité d’absorption nécessaire?**

– Ce sont des marchés qui croissent rapidement. Par exemple, le marché obligataire chinois augmente de 34% par année depuis cinq ans. Sa taille dépasse aujourd’hui celle du marché allemand ou français. Le gros des émissions en Chine demeure destiné au marché domestique et se compose encore principalement d’émissions gouvernementales. Mais le secteur privé émet de plus en plus. Dernièrement, il y a eu, par exemple, une grosse émission convertible de la Banque de Chine de 40 milliards de yuan [6,3 milliards de francs].

**– En ce moment, vous privilégiez la dette indienne et indonésienne. Pourquoi?**

– L’Inde et l’Indonésie sont deux pays de forte croissance où les rendements obligataires sont élevés pour un risque, somme toute, assez limité. De plus, nous pensons que les anticipations des opérateurs quant à l’inflation future de ces deux pays sont exagérées.

\*Gérant du fonds Legg Mason Western Asset Asian Opportunities.



## **Economie TOGO la BIDC approuve 8,489 654 milliards Cfa pour six projets du secteur privé**

samedi 17 juillet 2010 - La Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (BIDC) a approuvé, jeudi à Lomé, le financement de six projets du secteur privé pour 8,489 654 milliards de francs Cfa, a appris vendredi l'Agence Xinhua auprès de cette institution.

L'approbation est intervenue au terme de la 29e session ordinaire du Conseil d'administration de cette institution financière communautaire de l'Afrique de l'ouest.

La situation de recouvrement du capital et des prêts a été également examiné avec aussi l'autorisation faite à cette institution de mobiliser des fonds à travers des lignes de crédit. Dans cette perspective, il a été décidé l'autorisation de signature d'une ligne de crédit de l'ordre de 100 millions de dollars avec le gouvernement indien.

Selon le président de la BIDC, Christian Adovelande, l'institution a financé des projets pour un montant total de 23 millions de dollars, soit 13,5 milliards Cfa. Il s'agit d'un projet de construction d'hôpital privé au Bénin, le financement d'un hôtel 5 étoiles à Abuja au Nigeria, un projet en Côte d'Ivoire, et un autre au Togo pour la prise de participation au Fonds Gari qui intervient dans la garantie des investissements en Afrique.

La BIDC regroupe quinze pays à savoir : le Burkina faso, le Cap- Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Liberia, le Niger, le Nigeria, le Mali, la Sierra Leone, le Sénégal, le Togo. **Xinhua**



## **Enseignement TOGO – MAROC Où Se Trouve le Fonds pour les étudiants togolais boursiers au Maroc ?**

Vendredi, 16 Juillet 2010 16:19 - **Nous vous envoyons ce mail pour vous faire part d'une situation à laquelle sont confrontés les étudiants togolais, boursiers au Maroc.**

En effet, les étudiants togolais boursiers au Maroc reçoivent à chaque fin d'année, un complément de bourses de l'Etat togolais pour compenser celui que l'Etat marocain leur octroie pour leur études. Ce complément de bourses arrive en général au mois de Juin. Cette année, les étudiants togolais ont attendu depuis Juin jusqu'à Juillet mais rien n'est arrivé.

Dans les investigations pour connaître la raison de ce retard, beaucoup de choses se révèlent: selon certaines sources, les fonds ont été débloqués depuis et seraient déjà envoyés à l'ambassade du Togo qui se trouve en Libye et qui gèrent les affaires des togolais au Maghreb. Mais pour des raisons qu'on ignore, ils ne veulent pas nous les donner. D'autres sources font état du fait que les fonds n'auraient jamais quittés le Togo. Tout ceci rend flou la situation à ces jeunes étudiants que la Direction des Bourses et Stages avec Mr LAMBONI en tête, a envoyé au Maroc en assurant les parents qu'ils ne manqueront de rien et que la bourse sera largement suffisante pour leurs besoins, ce qui est faux car cette bourse arrive à peine à faire la période à laquelle elle est destinée. A un moment donné, ils envoient un communiqué du ministère des finances qui dit que les fonds sont débloqués avec la liste de ceux qui doivent le recevoir, ce communiqué étant sensé être publié au journal officiel de la république. Du coup, les étudiants se demandent vraiment ce qui se passe car c'est ce complément de bourse qui leur permet d'assurer la période des vacances et payer leur loyer et tout le nécessaire pour préparer l'année à venir. Certains étudiants sont contraints de libérer les appartements loués puisqu'ils ne peuvent pas payer les loyers... Ceci est juste une ébauche de tout ce qui se passe autour de cette affaire de complément.

Si nous vous écrivons, c'est qu'en qualité de presse écrite, vous avez la possibilité de dire haut, les cris de ceux qui sont étouffés et de remuer les choses. Nous voudrions que cette situation soit connue et que les autorités soient au courant et que les choses bougent pour que les étudiants puissent sortir de cette précarité qui n'avantage pas l'évolution de leur études. Nous sommes prêts à coopérer pour plus de renseignements sur cette affaire pour que, et les parents des étudiants, et les autorités, et le peuple togolais soient au courant de ce qui se passe.

**AKA Ayadouvi**

**Finance TOGO MICROFINANCE ReDéMaRe - Les masques sont tombés**

Dimanche, 18 Juillet 2010 15:12 - " ... Le ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé a également rendu compte au Conseil de la suspension des activités du Réseau de Développement de Masse sans Ressource appelé " ReDéMare " qui bénéficiant d'une autorisation en vue de la distribution de produits de consommation et des prestations de services sociaux... Or, il a été donné de constater qu'au lieu desdites activités, cette institution s'est livrée à des opérations de finance et de micro-finance... ".  
Extrait du communiqué sanctionnant la réunion du conseil des ministres du vendredi.

Dans notre édition du 7 juillet 2010, LA DEPECHE publiait à la Une : Et si RéDéMaRe était un faux ? " LA DEPECHE dans son souci permanent d'éclairer l'opinion a donc trouvé juste. RéDéMaRe, n'en déplaise à ses administrateurs qui l'adulent pour des raisons évidentes, a usé de faux dans une activité délicate qui n'est pas celle pour laquelle elle s'était déclarée.

Ici la question est de savoir pourquoi RéDéMaRe a utilisé un subterfuge pour se retrouver sur un terrain qui n'est pas le sien. Au lieu de répondre à cette question fondamentale, on est passé à côté. Sur le terrain de la finance, on ne badine pas. Les responsables de RéDéMaRe ne doivent pas l'ignorer. Il existe un phénomène qui tue les économies du monde entier aujourd'hui. Nos économies sont criminalisées.

Des escrocs de tous genres, des trafiquants de drogue et d'objet précieux, des faussaires et autres détiennent des milliards d'origine douteuse qu'ils reversent dans le circuit financier normal. C'est ce que les financiers appellent le blanchiment d'argent. Ce circuit tue nos économies en ce sens que les opérateurs économiques sérieux et responsables sont coulés au profit d'une économie anormale qui ne profite pas à nos Etats. On comprend dès lors pourquoi l'activité financière doit être strictement contrôlée et surveillée par le ministre des Finances dans tous les pays. C'est ce contrôle qu'ont voulu contourner les responsables de RéDéMaRe. Pourquoi ? C'est ce que nos autorités veulent savoir car en dehors des trafics douteux cités ci-haut, il existe une coalition mondiale appelée AL Qaïda qui menace le monde et qui à travers des réseaux occultes injecte l'argent sale dans des pays. Tout cela fausse le jeu de la concurrence dans un pays. Dès lors, le débat autour de RéDéMaRe est inutile. On ne peut pas vouloir la bonne gouvernance politique en niant celle économique. Si RéDéMaRe veut faire le commerce de l'argent, qu'il utilise la voie indiquée au lieu d'emprunter des voies occultes et obscures qui ressemblent aux systèmes de Ponzi. Que les défenseurs de RéDéMaRe lui conseillent d'emprunter des voies de transparence. C'est-à-dire demander un agrément en bonne et due forme comme le font les autres établissements financiers et bancaires. Toute autre voie, l'expose à la rigueur de la loi.

**Kao Victoire****La Dépêche**



## CRIonline Médias-Presse TOGO Les programmes de la CRI et de la CCTV bientôt en FM et UHF au Togo

2010-07-17 14:10:13 - Le ministère togolais de la Communication et une délégation d'experts chinois de radio et télévision ont conclu, vendredi à Lomé, un accord sur la diffusion en FM et UHF des émissions et programmes de Radio Chine Internationale (RCI) et de la Télévision centrale chinoise (CCTV) au Togo.

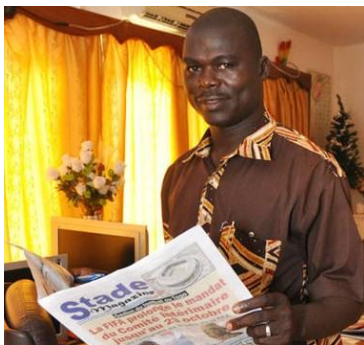
Selon le chef de la délégation chinoise Zhou Weihua, la diffusion des émissions et programmes de la RCI et de la CCTV au Togo contribuera à la compréhension mutuelle entre les peuples des deux pays et aidera au renforcement des relations d'amitié et de coopération entre le Togo et la Chine.

"Notre engagement à faire aboutir ce projet participe de l'engagement du chef de l'Etat Faure Gnassingbé de faire du Togo un pays ouvert aux partenaires pour l'avancement de notre peuple", a indiqué pour sa part le ministre togolais de la Communication Djimon Oré.

"Pour nous le développement doit aussi passer par la communication", a-t-il ajouté, se réjouissant de la signature de cet accord qui intervient pendant que les organes de presse publics togolais connaissent un problème de matériels modernes.



## Médias-Presse TOGO Jean-Baptiste DZILAN une vie après la politique



Publié le 16/07/2010 - Il est le patron du quotidien privé le plus populaire au Togo ; son indépendance lui permet de taper alternativement sur le pouvoir et sur l'opposition, son impertinence a fait le succès de son journal et il s'est du coup forgé une réputation d'excellent professionnel.

Jean-Baptiste Dzilan (Dimas pour les intimes) aurait pu en rester là et se contenter de publier Forum de la Semaine, devenu quotidien il y a un an.

Mais cet homme, passionné par la politique, est aussi un fou de ballon rond ; il siège d'ailleurs dans les instances de la Fédération de football.

Suffisant pour murir le projet du lancement d'un hebdomadaire sportif au Togo.

Depuis deux mois, le rêve est devenu réalité.

« Stade Magazine » se veut un « Forum » version sport avec une large place accordée au foot, mais également aux autres disciplines, basket, handball, tennis, etc...

Maquette soignée, contenu de qualité, l'hebdo a tous les ingrédients pour se tailler une place de choix sur le marché déjà très encombré des journaux sportifs.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



Togo : revue de presse du 12 au 17 juillet 2010

Samedi 17 juillet 2010 par [Déo KOMI](#), @ [AfriSCOOP](#)

**(AfriSCOOP Lomé) — La dissolution de l'Union des Forces de Changements (UFC), la suspension de ReDémaRe par le conseil des Ministre, l'obstacle à la bonne gestion du Togo et la recrudescence de l'insécurité à Lomé sont les principaux sujets abordés par les journaux togolais cette semaine.**

La semaine dernière, « **Liberté** » et « **le Regard** » ont parlé de l'option de Gilchrist Olympio, président national de l'Union des Forces de Changement (UFC) de faire dissoudre son parti par voie de justice. La raison, c'est que Gilchrist s'est vu exclut provisoirement de son parti par le bureau national, parce qu'il a accepté contre le gré de ce bureau de rallier certains de ses amis au gouvernement Houngbo. Parlant de cette distorsion, « **L'Alternative, N° 37 du 13 Juillet 2010** » titre en manchette : « **Bodjona et Solitoki, conseillent Gilchrist d'abandonner la piste de la justice** », et écrit : « Visiblement Gilchrist Olympio et ses amis sont en difficulté. Non seulement ils sont tous les jours ridiculisés au gouvernement, mais ils ont toutes les peines du monde à reprendre le dessus au sein du parti. La semaine dernière, des informations ont fait état de ce que le sieur Gilchrist et ses fameux AGO s'apprêteraient à saisir la justice aux fins de dissolution pure et simple du parti ... Dans la foulée de cette hypothétique plainte à la justice, on apprend que Pascal Bodjona, l'homme à tout faire et Solitoki Esso se sont rendus la semaine dernière au domicile du gourou sans adeptes pour le dissuader de ne pas emprunter la piste de la justice pour deux raisons. La première est qu'un procès contre la branche Fabre au tribunal embraserait le pays et la seconde est qu'une éventuelle dissolution du parti porterait un coup fatal au fameux accord dit historique entre Gilchrist Olympio et le RPT ».

Cette démarche de Bodjona et de Solitoki était pour sauvegarder l'accord Gilchrist RPT. Mais « **Liberté, n° 761 du 13 juillet 2010** » révèle en titre à la manchette : « **les AGO face aux manœuvres du pouvoir : L'accord intervenu entre Gilchrist Olympio et le RPT en danger** » et précise : « Il est indiqué dans l'accord que le choix des dirigeants des grandes administrations, des sociétés d'Etat, des préfectures, des mairies et des ambassades sera élargi aux Amis de Gilchrist Olympio Mais l'application pose déjà problème. Le « maréchal » aurait proposé Isaac Tchiakpé et Jean-claude Homawoo pour occuper l'Ambassade au profit de celui du pouvoir qui a été nommé au grand dam de Gilchrist Olympio. Si la latitude a été donnée aux AGO de composer leur cabinet le pouvoir n'a pas manqué de reprendre par la gauche ce qu'il a offert par la droite ... Les accords n'engagent que leurs signataires et Gilchrist Olympio devait l'apprendre à ses dépens. Les observateurs avisés avaient flairé que l'accord du 26 Mai ne servira pas à grandes choses ». En dehors de la désillusion des AGO par rapport à la signature de l'accord Gilchrist-RPT, la tension est vive à l'UFC entre les AGO (Amis de Gilchrist Olympio) et les Réformateurs (fabristes).

Abordant ce sujet, « **Togoréveil, n° 017 du 13 Juillet 2010** » titre à la manchette : « **Le pari d'une actualité qui réveille : UFC, les dessous d'une trêve** » et note : « L'UFC est en instance de restructuration ou d'implosion selon la direction que se donnera le congrès extraordinaire que chaque partie appelle de ses vœux. De ce congrès sortiront espèrent-ils encore les décisions et énergies suffisantes pour le repositionnement d'un parti qui a choisi de se ressourcer dans ses vision politiques, dans son ossature de

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

direction et surtout dans le recadrage de ses idéaux. Les deux courants qui se livrent une bataille bien rangée auront-ils la clairvoyance, la sagesse et l'amour de leur Union pour transcender ce qui les divise et qui les détournent du bien-être de leurs militants et des togolais en général » : Par rapport à cette crise qui secoue l'UFC due à la signature de l'accord Gilchrist-RPT, « **La dépêche, N° 527 du 14 Juillet 2010** » trouve que cet accord doit amener les protagonistes à se mettre sérieusement au travail pour satisfaire le peuple. Ainsi, en titrant en manchette : « **L'accord RPT-UFC n'est pas une fin en soi** », elle écrit dans ses colonnes : « L'union fait la force, dit-on, l'accord entre le RPT et l'UFC, les deux partis "ennemis" de la scène politique togolaise d'hier doit booster le développement par la fusion des synergies. Parlant du développement, il ne peut pas être possible sans les infrastructures routières de qualité. Nos routes ne doivent plus être dans leur état actuel. Sur ce dernier point, le signal a été donné par la ministre des TP. M. Andjo Tchandja qui a annoncé le démarrage imminent des projets intérimaires d'actions prioritaires dans les infrastructures... Le Président doit savoir qu'il ne sera jugé qu'à l'aune de la situation existentielle des Togolais. Le temps presse, il a déjà entamé une partie de son mandat. Par ailleurs, il semble que la préoccupation de Faure et de son gouvernement est la signature attendue du Document de stratégies de la réduction de la pauvreté (DSRP-Complet) qui va générer des milliards pour amorcer le Développement économique et social du pays. Mais en attendant la signature de cet accord, le gouvernement doit faire comme si celui-ci n'existait pas »

La fermeture de ReDémaRe par le gouvernement lors de son dernier conseil des ministres, fait la une des journaux. Ce réseau qui permet à un individu de placer 470.000 F CFA pour récolter 75.000 F CFA jusqu'à la fin de sa vie, a entraîné plus de 50.000 adhérents. Par rapport à cette fermeture, « **L'Enquêteur, n° 47 du 13 Juillet 2010** » se demande en titrant en manchette : « **Affaire ReDémaRe : un système dangereux ?** », et écrit : « Le gouvernement par cette suspension aide-t-il les citoyens ou crée-t-il des problèmes aux citoyens qui ont fait dépôts ? Tout en sachant que les nombreux membres par leurs dépôts servent à payer les revenus des premiers adhérents, il y a péril en demeure. C'est avec les dépôts qu'on paye les salaires, les véhicules de formation, les frais de téléphone et l'électrification. Au Bénin, de hauts responsables y ont laissé leurs peaux. Selon la revue Finances et Développement de mars 2010, c'est un système inventé depuis les années 1900 et 1920. Ce système a connu son déclin pour la première fois en 1920 ».

Mais parlant de cette fermeture, « **Forum de la semaine, N°737 du 12 Juillet 2010** » titre à la Une : « **ReDéMaRe suspendu en conseil des ministres : une décision sujette à polémiques** » et note : « Le réseau pour le développement de la masse sans ressource (ReDéMaRe) a été provisoirement suspendu le vendredi dernier par le sommet de l'Etat. Plus de 46.000 membres dont 2000 personnes morales sont dans la plus grande inquiétude depuis que la nouvelle est tombée. Et pourtant ReDéMaRe a été auditionné par les parlementaires. En toute neutralité les élus du peuple ont interpellé les responsables de la société. Ils les ont interrogés, ceux-ci ont répondu. L'autorité devra dépasser les intérêts lobbyistes pour se poser la question suivante : N'est-ce pas en comparant le coût de la perte dans une structure au coût de sa mise sur pied qu'on peut juger de sa pertinence ? Les gens savent que cette boîte ne souffre pas des maux dont ils l'accusent. Hier, elle était affiliée à l'Islam, après, on doute de l'origine de ses fonds. Mais ces arguments ne tiennent plus la route. Aujourd'hui on s'interroge alors sur sa survie ? Et si, et si, et si... ils savent que s'ils laissent l'autorité prendre le temps de comprendre ce réseau, rien ne justifierait sa disparition. Voilà pourquoi il faut le court-circuiter. Tout se passe comme si devant la loi, on peut condamner quelqu'un à une peine par anticipation de son acte ».

Formel et cautionnant cette fermeture, « **L'Alternative, n°37 du 13 Juillet 2010** » titre en couverture : « **Phénomène de placement d'argent et les dangers des systèmes de Ponzi : les autorités doivent les arrêter avant qu'ils ne prennent de l'ampleur surtout dans les pays en développement** » et précise : « L'actualité au Togo, c'est aussi ce système particulier de placement d'argent qui rapporte des bénéfices

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

inimaginables. Le phénomène défraye la chronique au point de semer la confusion dans l'opinion. Par éclairer les Togolais, nous reproduisons dans nos colonnes, un article des experts du FMI paru dans le magazine « Finances et Développement ». La lecture de cet article permettra aux Togolais d'avoir une idée réelle de ces escrocs et des dégâts qu'ils ont créés dans plusieurs pays au monde. Le Bénin est aujourd'hui dans la tourmente par le fait de ces affabulateurs ». Eu égard à cette affaire de ReDéMaRe, « **La dépêche, N° 527 du 14 Juillet 2010** » titre à la Une : « **ReDéMaRe : les masques sont tombés** » et souligne : « Des escrocs de tout genres, des trafiquants de drogue et d'objet précieux des faussaires et d'autres détiennent des milliards d'origine douteuse qu'ils reversent dans le circuit financier normal. C'est ce que les financiers appellent le blanchiment d'argent. Ce circuit tue nos économies en ce sens que les opérateurs économiques sérieux et responsables sont coulés au profit d'une économie anormale ».

Quand Kpatcha Gnassingbé était mis aux arrêts, le régime Faure justifiait que Kpatcha Gnassingbé était l'obstacle à la bonne gestion du Togo. Mais aujourd'hui la misère des Togolais est très accrue au point que « **Liberté, N° 761** » se demande en titrant en couverture : « **Kpatcha était-il vraiment un obstacle à la bonne gestion du Togo ? : Quand l'incapacité à bien gouverner se révèle finalement comme une tare** » et indique : « A supposer que Kpatcha et les proches d'Eyadéma aient été de potentiels obstacles, aujourd'hui, il n'y a pratiquement rien sur quoi tout homme raisonnable est censé se fonder pour les accuser d'être responsables de telle ou telle lacune observée au cours du premier mandat de Faure Gnassingbé, nous l'avons dit au début, cela fait plus d'un an que Kpatcha est emprisonné et que les proches d'Eyadéma au compte desquels on mettait les lacunes observées au niveau de Faure ont été mis pour la plupart à l'écart et que Faure apparaît comme un Président maître de la situation et pourtant, depuis, les Togolais continuent de chercher en vain « Le Leader nouveau, esprit nouveau ». Au lieu de penser à diminuer le train de vie de l'Etat, ce sont des voyages tous azimuts qui reprennent à travers le monde »

La misère fait que l'insécurité est grandissante à Lomé. Parlant de cette insécurité, « **Forum de la semaine, N° 737 du 12 Juillet 2010** » titre à la Une : « **Recrudescence de l'insécurité à Lomé : après la TVT, le Stade municipal de Lomé, la DISSU et Ramco les nouvelles cibles des brigands** » et révèle : « L'insécurité est en train d'atteindre un niveau préoccupant à plus d'un titre à Lomé. Après en effet la cantine de la TVT, c'était le lendemain le tour du stade municipal de Lomé, ensuite les jeudi et dimanche dernier le tour de la DISSU et de la Société Ramco sise à la Caisse d'être victimes d'opérations de cambriolage ».

## **MO5 TOGO Politique TOGO Marche Frac « Il faut que le gouvernement paye pour RéDéMaRe, selon Aimé GOGUE »**

Samedi, 17 Juillet 2010 - **La mobilisation du FRAC ce samedi dans le cadre de la marche hebdomadaire pour la revendication de la victoire de Jean-Pierre Fabre, a dépassé les attentes. Difficile de savoir si c'est la conséquence des vacances scolaires ou tout simplement l'effet escompté de la visite de Fabre aux sinistrés des banlieues de Lomé. Toujours est-il que la dix-septième marche du FRAC a mobilisé plus d'une centaine de milliers de personnes, surtout les jeunes.**

Alors que la classe politique entre en vacances, les dirigeants du FRAC (absents depuis quelques temps) rentrent en force. Ainsi on a constaté la présence de Me Abi TCHESA du PSR et Aimé Tchaboré GOGUE de l'Addi. Clifford SANVI de Sursaut Togo a annoncé le retour de Kofi YAMGNANE dans les tout prochains jours. A ces derniers, ce sont ajoutés, les réguliers Jean-Pierre FABRE, Patrick LAWSON et le très sollicité Agbéyomé KODJO.

Le président de l'Addi, Aimé Tchaboré GOGUE n'a pas attendu longtemps pour enfoncer le clou, prenant l'actualité nationale à témoin. « J'ai été surpris par le ministre de la justice, Kokou TOZOUN, intervenir à la télé vendredi dernier et déclarer que ceux qui ont investi dans RéDéMaRe aiment le gain facile. C'est incroyable, mais il faut qu'il sache que le gouvernement a la responsabilité de contrôler les activités des organisations de surcroît financières à qui il délivre des autorisations d'installation. Le ministre des finances devrait contrôler RéDéMaRe et il ne l'a pas fait. C'est de sa faute et nous allons nous mobiliser pour apporter tout notre soutien à ceux qui ont épargné leurs maigres ressources à RéDéMaRe. Le gouvernement doit payer tous ceux qui auront perdu leurs placements à RéDéMaRe. Au Bénin, le ministre de l'intérieur est en prison. En Albanie, quand ça s'est produit, le gouvernement a été balayé. Le gouvernement de Faure GNASSINGBE doit payer et c'est pour ça que nous devons nous mobiliser pour qu'ils ne laissent pas RéDéMaRe partir avec l'argent des Togolais », a affirmé M. GOGUE.

Pour Me Abi TCHESA, il n'est pas normal que certains « partent défilé sur les Champs Elysées ou aller se prélasser aux Evalas, quand des Togolais sont sinistrés. Il n'est pas normal que les Togolais paient pour satisfaire les plaisirs de leurs dirigeants. Je me demande encore si ces gens-là méritent d'être au 14 juillet qui correspond à la prise de la Bastille, à la mise à mort de l'oppression de millions de Français », s'est interrogé le président du PSR. « Ici, toute la richesse du pays est confisquée par un clan ; ce n'est ni une ethnie ni une région, mais un clan. Il faut mettre fin à tout ça, c'est pourquoi nous devons continuer par marcher pour que ça change ».

Clifford SANVI, membre de Sursaut-Togo est venu délivrer un message de Kofi YAMGNANE. Absent depuis plusieurs semaines du pays, Kofi YAMGNANE est soupçonné d'avoir déserté les rangs du FRAC. Le président de Sursaut-Togo a mis fin à ses supputations en réaffirmant son engagement aux côtés du FRAC. « Dans un conflit, on n'engage pas tous les soldats sur un même front (...) et je mène le combat sur d'autres fronts », a lu Clifford SANVI qui a annoncé le retour imminent de l'enfant du crocodile de Bapouré, « le monstre de Bassar ».

Dernier intervenant clôturant ce meeting, Jean-Pierre FABRE revient encore sur l'un des postulants idéologiques de sa stratégie de combat, à savoir la quête de la dignité du citoyen togolais. « Il faut montrer à ses gens que nous sommes des êtres humains. On a laissé trop longtemps l'inacceptable se produire dans ce pays depuis plus de quarante ans. Et c'est parce que nous avons laissé Eyadéma bafouer notre dignité

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



que ses fils aussi le font allègrement en nous laissant dans la misère crasse», a déblatéré celui qui représente le nouveau leadership de l'opposition togolaise.

«Qu'est-ce que ce pays où les gens prient pour qu'il ne pleuve pas ? Je vous le dis encore une fois, depuis 2007 les eaux chassent les gens des maisons, trois ans après, la situation perdure. Si nous ne faisons rien, en 2011 ne soyez pas surpris d'être encore dans les eaux », a ajouté Jean-Pierre FABRE. De plus en plus, Jean-Pierre FABRE devient un homme à thèse qui distille depuis deux semaines son idéologie de la libération, qui passe à la fois par la lutte pour la dignité, laquelle passe nécessairement par la souffrance, avant de déboucher sur une libération totale. Laquelle libération doit être menée par les leaders qui doivent être devant.

« Nous leaders du FRAC sommes déterminés à rester toujours devant pour conduire le combat. Et s'il y en a parmi eux qui savent tirer, eh bien qu'ils tirent ! Rien ne nous arrivera », a conclu le président élu selon le FRAC.

L'opposition vient de finir sa dix-septième marche depuis la proclamation des résultats controversés de la présidentielle. Chaque jour qui passe apporte son cortège de mécontentements et la crise ne cesse de s'exacerber ; chaque samedi, la mobilisation pour la marche ne cesse de grandir. Le Togo va progressivement vers un tournant mais nul ne saurait dire justement quand et comment ça va se terminer.

**mo5-togo.com**



## **Politique TOGO Interview Patrick Lawson parle de l'organisation des élections locales, de la CVJR, de Gilchrist Olympio et de la hausse du prix du carburant**



**Dimanche, 18 Juillet 2010 15:35 - Au cours de la dernière réunion bipartite entre le gouvernement et l'Union Européenne, on parle de l'organisation des élections locales d'ici à janvier 2011. Pensez-vous que cela est possible ?**

Il y a un an lorsque nous avons voté une loi relative à l'organisation des élections locales, le ministre de l'Administration Territoriale nous avait dit qu'il leur faut des bâtiments, des outils et des moyens pour les futurs maires et préfets. Selon toujours le ministre, ces manquements font qu'il ne peut pas y avoir ces élections locales avant la présidentielle.

Aujourd'hui, s'il trouve qu'il est temps de l'organiser en croyant que l'UFC est divisée et que cette division peut leur laisser un peu de territoire, il se trompe parce que les populations savent où sont leurs intérêts et pour qui elles doivent voter. Tout ce que nous demandons est que les textes devant servir à l'organisation de ces locales permettent d'organiser de vraies élections locales. Il faut aussi que ces élections ne ressemblent pas à la comédie électorale à laquelle nous assistons habituellement. Nous attendons de pieds fermes et dès qu'on nous parlera des locales, les candidats nous en avons. Aussi bien les Amis de Gilchrist Olympio et que le pouvoir devenu aujourd'hui leur allié savent très bien que personne ne peut nous battre à des élections honnêtes, libres et transparentes dans ce pays.

### **Au cas où cette élection se confirme, comment comptez-vous y prendre part**

Il faut que nous voyions d'abord les conditions d'organisation de ces élections. Il est clair que nous ne pouvons pas aller à des élections demain sans qu'il y ait une révision générale des populations togolaises. Ce qui permettrait de restructurer les préfectures de plein exercice, les communes rurales et autres. Cela est important qu'après un recensement général, on puisse faire celui électoral qui permettrait une nouvelle configuration administrative et territoriale du Togo. Si ces conditions sont réunies et que nous avons une CENI réellement neutre pouvant contrôler, organiser et superviser des élections, nous ne trouvons aucun inconvénient pour y aller. Si tel n'est pas le cas, nous allons nous battre pour qu'il en soit ainsi avant d'organiser quelle qu'élection que ce soit dans ce pays. Ces élections nous font perdre d'ailleurs énormément d'argent et des vies humaines parce qu'elles ne sont pas bien organisées. On fait semblant de faire vivre le Togo dans la démocratie alors qu'en réalité, il n'en est rien.

**L'Union Européenne a décidé au cours de cette rencontre d'apporter son appui financier à la Commission Vérité Justice et Réconciliation. Pensez-vous que la mission de la Commission Barrigah est possible dans ce pays en perpétuelle dégradation ?**

Je ne sais pas par quelle conjuration divine Mgr Barrigah pourrait se sortir de cette affaire. Pour une justice de cette nature, il faut une volonté politique et une volonté réelle de réconciliation au Togo. Mais quand on fait semblant, on ne la réussira jamais. Le premier péché de cette commission est d'être mise en place par les persécuteurs, ceux qui sont à la base de tout ce qui est arrivé au Togo et non par un régime né de l'alternance. Ce régime qui aurait avec lui l'adhésion populaire et sur lui la bénédiction divine pour s'en sortir. Ceci dit, il n'y a que la volonté pour se rendre compte très rapidement si cette commission est en mesure de résoudre les problèmes que tous les Togolais attendent d'elle c'est-à-dire la pacification, l'apaisement et la réconciliation réelle. Ces différents aspects, ne l'oublions pas, doivent forcément passer par des élections honnêtes, libres et justes.

**L'ex président de l'UFC Gilchrist Olympio a déclaré la semaine dernière que au cours des discussions ayant abouti à la conclusion de l'Accord RPT-UFC du 26 mai, aucun responsable de l'UFC ne s'était opposé à l'entrée du parti au gouvernement. Que répondez-vous ?**

Là-dessus, faut-il qu'on nous consulte réellement. C'est vrai qu'à un moment donné, comme nous l'avons toujours dit, nous n'avons pas les couteaux entre les dents. M. Olympio en tant qu'être humain, nous n'avons rien contre lui. Durant ces 45 ans de lutte, ce que nous ne lui avons pas dit c'est que nous ne l'avons jamais encouragé à aller dans ce gouvernement. Mais nous lui avons fait les remarques sur les postes qu'on lui proposait et les démarches qui sont les siennes. Nous avons eu un porte flambeau pour cette élection présidentielle. Le minimum qu'il aurait dû faire c'est de se rapprocher de ce dernier afin que ce régime se rende compte que c'est une force qui viendrait négocier avec lui. Mis en minorité dans son parti, il ne pouvait pas faire de miracle et c'est ce qui s'est passé. Les hommes de qualité n'étaient pas allés dans le gouvernement, l'adhésion populaire manquait. Tout cela a donné le résultat que nous voyons aujourd'hui. Il ne peut pas dire qu'il nous a consultés et nous lui avons donné notre aval. Nous lui avons dit que sa démarche est mauvaise. Il y a certaines démarches qu'il faut faire afin que le régime qui nous piétine voit en face de lui un groupe compact avec le soutien du peuple. Cela n'a pas été le cas. En clair M. Olympio ne peut dire qu'il a eu notre accord.

**Il y a quelques semaines, des démarches ont été entreprises en vue de la levée de votre immunité parlementaire pour que vous puissiez répondre de la plainte de diffamation de la gendarmerie nationale. Où en est-on avec ce dossier ?**

Ce n'est pas moi qui l'ai introduit. Je n'en sais absolument rien. Je sais qu'il y a eu une réunion au niveau du parlement et mon représentant a écouté ceux qui se sont plaint. C'est un problème qui est pendant devant la justice. Ce n'est pas mon affaire particulièrement.

**Le 18 juin, le gouvernement a procédé à une augmentation des prix des produits pétroliers. A l'époque, l'UFC avait réagi. Mais jusque-là, rien n'a été fait de la part du gouvernement pour soulager le quotidien des Togolais. Pourquoi ce silence également dans le rang de l'UFC à propos de cette hausse ?**

Que pourrions-nous faire ? Nous ne pouvons que dénoncer. Nous avons également soutenu les mouvements sociaux qui se sont manifestés. Nous n'allons pas nous substituer aux syndicats. Mais nous

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

continuons à dire que ce régime a failli. Il n'a pas mérité la confiance des Togolais et le prouve chaque jour. Sinon dans nos conditions économiques et sociales d'aujourd'hui, aucun régime issu d'élection libre n'aurait posé un tel acte sans mettre les moyens d'accompagnement et créer les conditions qui permettraient aux Togolais d'en souffrir le moins possible. Nous sommes toujours engagés aux côtés des populations et nous continuons à marteler que les prix de l'essence fixés ne reflètent pas les prix du marché. Quand nous décomposons la nomenclature des prix, nous nous rendons rapidement compte qu'il y a trop de sociétés qui prennent beaucoup d'argent y compris des individus et le dédoublement de certaines sociétés qui s'enrichissent sur le dos des populations. Nous disons et le réitérons que ces prix doivent changer drastiquement. La question fondamentale que nous posons est de savoir ce qu'on a fait des fonds de la caisse de péréquation et ceux alloués au FER en vue de soutenir ou de subventionner la hausse des prix du carburant. A cette question, personne ne nous répond. Nous savons ce qu'ils ont fait de ces fonds. Nous l'avons dit au parlement et nous y reviendrons encore la dessus à travers une interpellation du gouvernement ou une question écrite.

### **En guise de conclusion, un mot à l'endroit de vos militants et de la population.**

C'est l'admiration que j'ai pour cette population. Cela fait environ quatre (4) mois que nous faisons des manifestations. Les gens leur créent des problèmes et souhaiteraient qu'il y ait une démobilisation. Les populations ont plutôt peur que nous les leaders, nous ne nous décourageons et que nous ne les abandonnons. Je leur renouvelle notre engagement à leur côté et leur dis que tant que nous bénéficierons de leur soutien, notre détermination sera totale et ferme. Ceci dans leur intérêt parce qu'il ne sert à rien de faire tout ce que nous faisons si à terme leur sort n'est pas amélioré et leur vie n'a pas changé. C'est la transformation de leur vie qui est notre premier objectif.

**Interview réalisée par Godwin A.**

**Le Correcteur**

## Politique Togo Le tombeur d'Agbéyomé Kodjo parle

Dimanche 18 Juillet 2010 - 08:23 - **Le parti Obuts, fondé et dirigé par l'ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo, a cessé d'exister légalement.**

**A l'origine de la procédure qui a conduit à la dissolution de cette petite formation, Gaston Vidada (photo), l'un de ses cadres qui avait dénoncé le comportement « dictatorial » de M. Kodjo. Notre confrère "Republicoftogo" l'a rencontré. Lecture.**



**Republicoftogo.com : Quel est votre sentiment après la dissolution du parti par la justice ?**

**Gaston Vidada :** Pour avoir été brave et dénoncé la « dictature » pratiquée par Agbéyomé Kodjo pour conduire notre patrimoine commun qu'est l'OBUTS, j'ai payé le prix fort : celui de mon exclusion de toutes les instances du parti.

L'exclusion est synonyme de peine capitale. Je ne serais pas allé au Tribunal assigner le parti auquel j'ai tout donné et pour lequel j'ai pris de gros risques si la procédure de mon exclusion avait respecté nos statuts. Quand on gagne une guerre, c'est un sentiment de satisfaction qui anime le vainqueur.

**Republicoftogo.com : Qu'allez-vous devenir après cette dissolution ?**

**Gaston Vidada :** Pour apporter ma modeste contribution au développement de mon pays, je n'ai pas obligatoirement besoin de militer dans un parti politique.

J'avoue qu'actuellement, je n'ai pas encore la capacité de diriger un parti.

Je préside l'association « JEUNES - AVENIR 2020 » et à travers ce mouvement associatif, je vais continuer la lutte pour l'alternance.

**Republicoftogo.com :** Certaines rumeurs font état d'une éventuelle réconciliation avec Agbéyomé Kodjo

**Gaston Vidada :** J'avais appelé à cette réconciliation, mais M. Kodjo n'en veut pas.

Je veux bien à nouveau essayer si cela peut porter des fruits, engager de franches et sincères discussions avec Agbéyomé Kodjo mais sous l'égide d'une autorité religieuse.



## **MO5 TOGO** Sécurité TOGO Recrutement 398 nouveaux policiers entrent en fonction au Togo

Samedi 17 juillet 2010 - **Le corps de la police nationale s'agrandit. 398 policiers dont 21 commissaires, 3 officiers de police et 324 gardiens de la paix en fin de stage. Ils ont prêté serment hier au Palais des congrès de Lomé devant le tribunal de première instance réuni en session extraordinaire.**

Pour le commissaire Koudovor, cette cérémonie symbolise la soumission de ces nouveaux fonctionnaires de la police à la hiérarchie administrative policière et à la hiérarchie judiciaire. Ensuite, cette cérémonie les met dans l'obligation stricte de respecter les lois de la République, les droits de l'Homme suivant les principes de l'art policier dans l'exercice de leur fonction. Ces policiers qui sont issus de la promotion 2008 et qui ont réussi avec succès la formation militaire et professionnelle ont deux grandes missions : la police administrative qui concerne le maintien de l'ordre, le rétablissement de l'ordre et la police judiciaire.

Au Togo, les forces de l'ordre et de sécurité véritable béquille du régime quarantenaire sont l'un des rares corps de métier qui procèdent à des recrutements chaque année.

**mo5-togo.com**



## Sports Coupe du monde 2006 Le Ghana déjà tout seul

### Retour sur les performances africaines en Coupe du monde. Episode 11.

dimanche 18 juillet 2010 / par Ali Makhan



Afrik.com vous raconte l'histoire des équipes africaines en Coupe du monde de football. Retour en Allemagne pour le Mondial et premières pour la quasi-totalité des représentants africains : seule la Tunisie connaît déjà une épreuve que découvrent la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Angola et le Togo. Et les Black Stars, déjà, se retrouvent les derniers debout malgré la moyenne d'âge la plus basse de la compétition.

Pour cette dix-huitième édition de la Coupe du monde, la deuxième en Allemagne, l'Afrique arrive en force. Après le traditionnel marathon de la phase qualificative, l'Angola, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo ont validé leur billet pour le Mondial 2006. Une première pour tous ces pays, hormis les Nord-Africains qui, s'ils sont venus trois fois déjà, n'ont jamais passé le premier tour.

Malheureusement, dès le tirage, le rêve tourne au cauchemar pour la Côte d'Ivoire qui hérite du groupe de la mort avec l'Argentine, les Pays-Bas et la Serbie-Monténégro ou le Togo avec la France, la Suisse et la Corée du Sud. Le Ghana n'est guère mieux loti avec l'Italie, les Etats-Unis et la République tchèque. Angola (Portugal, Mexique, Iran) et Tunisie (Ukraine, Espagne, Arabie Saoudite) auront également fort à faire pour atteindre le deuxième tour et affirmer le renouveau africain, enclenché par le Sénégal, quart de finaliste surprise en 2002. Raté. La Côte d'Ivoire, sur le pays la meilleure chance du continent, joue bien mais manque d'expérience face à l'Argentine (2-1) et les Pays-Bas (2-1). Déjà éliminés, les Eléphants terminent sur une victoire face à la Serbie-Monténégro (3-2). Par trois fois, les hommes d'Henri Michel auront été menés 2-0 avant de revenir au score en jouant de manière convaincante.

### Zéro pointé pour le Togo

De son côté, l'Angola, formation quasi-inconnue à son arrivée en Allemagne (deux joueurs, dont le capitaine, n'ont pas de club), joue le jeu à fond. Face à son ancienne colonie, le Portugal bataille et doit compter sur Pauleta pour s'imposer (1-0). Le Mexique ne parvient pas mieux à manœuvrer le bloc équipe solide mis en place par Luís Oliveira Gonçalves (0-0). Avec un point, l'Angola peut se qualifier pour le second tour, à condition de battre l'Iran tandis que le Portugal bat le Mexique. Les Européens font leur part du marché, tout comme Flavio, le buteur angolais (60e) qui inscrit là le premier but de son pays en Coupe du monde. Mais Bakhtiarzadeh égalise à un quart d'heure de la fin et les espoirs de qualifications s'envolent pour les Palancas Negras.

Le Togo, lui, débute sur une défaite face à la Corée du Sud (2-1) puis enchaîne par une défaite face à la Suisse (2-0). Pour son dernier match, la France doit absolument s'imposer. Les Eperviers d'Emmanuel Adebayor veulent sauver l'honneur. Mais Vieira (55e) et Henry (61e) passent par là et envoient les Bleus en huitièmes. Zéro pointé pour un Togo perturbé par la démission, au dernier moment, du sélectionneur Otto Pfister. Un résultat que la Tunisie de Roger Lemerre a bien failli connaître. Face à l'Arabie Saoudite, les Aigles de Carthage bataillent. Après avoir ouvert le score par Jaziri (23e), les Nord-Africains se laissent

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

rejoindre (57e) puis dépasser (84e). Il faut un sacré effort de Jaïdi (92e) pour sauver l'honneur. Malgré l'expérience du gardien Ali Boumnijel, le plus joueur du tournoi, face aux deux ténors du groupe H, la Tunisie ne fait pas le poids et courbe l'échine contre l'Espagne (3-1) comme contre l'Ukraine (1-0).

### Les Black Stars brillent

Equipe la plus jeune de la compétition avec 25 ans et 2 mois de moyenne d'âge, le Ghana crée la sensation en accrochant pendant quasiment une mi-temps l'Italie. Entrepreneurs mais trop maladroits finissent par s'incliner (2-0). Qu'importe, les Ghanéens capitalisent sur cette performance encourageante et, guidés par un Michael Essien brillant, domptent la génération dorée tchèque des Baros, Koller, Cech, Nedved et autres Rosicky. Très solides, les hommes de Ratomir Dujković s'imposent par Gyan (2e) et Muntari (82e) avant de récidiver face aux Etats-Unis. Au cours d'un match animé, Dramani (22e) et Appiah (45e, sp) répliquent à Dempsey (43e) pour envoyer le Ghana au deuxième tour.

Mais, en huitièmes de finale, se dresse le Brésil, champion du monde en titre. Le premier but brésilien est inscrit par Ronaldo à la 5e minute de jeu. Grâce à ce but, Ronaldo devient le meilleur marqueur de l'histoire de la Coupe du monde avec 15 réalisations. Le Brésil aggrave le score sur un but d'Adriano contesté pour hors-jeu puis sur un but de Zé Roberto inscrit en contre à la 84e minute de jeu. Le score apparaît sévère pour l'équipe du Ghana, qui a produit du jeu et qui s'est procurée des occasions (18 tirs). La suite voit Zinedine Zidane briller face à ses mêmes Brésiliens avant de partir sur un coup de tête, en finale face à l'Italie.

## Sports TOGO KPALONGO ou la vie misérable d'une légende de la boxe togolaise



Boxe, succès, misère

**Connaissez-vous John CODJO MESSAN ? Certainement que ce nom ne vous dit rien. Et bien John CODJO MESSAN alias KPALONGO est le boxeur qui a marqué l'histoire de la boxe togolaise dans les années 70-80. Il était champion d'Afrique et vice-champion du monde dans sa catégorie.**

### L'homme et sa carrière

Né vers 1948, KPALONGO (surnom venu de sa gestuelle sur le ring qui s'apparentait à la danse KPALONGO) a passé une bonne partie de son enfance au Ghana. C'est là qu'il a fait ses débuts dans la boxe, dans un club professionnel. La carrière du jeune boxeur togolais était bien lancée au pays de Nkwame N'KRUMAH quand il décida de regagner le berceau pour, dit-il, « faire profiter à son pays ce qu'il a appris à l'étranger ». « A l'époque, poursuit-il, la boxe n'était pas développée au pays et tous ceux qui la pratiquaient étaient des amateurs. J'étais le pionnier de la boxe professionnelle au [Togo](#) avant que ne viennent d'autres comme Kpessou, Bossou... »

Sans entraîneur, ni assistant technique, encore moins un embryon de personnel médical, parvenir à se hisser au sommet et s'y maintenir n'est pas du tout aisé. Mais avec courage, discipline et témérité, KPALONGO a réussi à écrire une des plus belles pages de la boxe togolaise en décrochant le titre africain version coq et en perdant le championnat mondial. L'homme garde une certaine amertume de cette défaite aux États-Unis. Selon lui, une machination de son adversaire qui visualisait ses entraînements l'avaient empêché de décrocher un titre mondial.

Malgré ses prouesses internationales, le pugiliste ne bénéficia d'aucune retombée financière. Il partageait sa vie entre son job de docker au port de Lomé et les entraînements. Il raconte: « pour les dirigeants, mon sort ne les préoccupait pas. Ils se contentaient de négocier des combats pour moi et étaient contents de me voir les remporter. Comment je préparais ces combats, ils ne le savaient pas. Figurez-vous que pour livrer le championnat du monde, j'ai quitté la maison pour prendre l'avion sans visite médicale ni autre assistance. Malgré les conditions déplorables, vous ne pouvez pas décliner les sollicitations, sous peine d'être emprisonné car n'oubliez pas que nous étions sous un régime dictatorial à l'époque».

### La vache à lait

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

Dans sa carrière, KPALONGO a livré et gagné de nombreux combats mais il ignore combien lui a rapporté le ring. "Mon premier combat m'a rapporté 8000 F CFA", dit-il. Alors qu'il se décarcassait dans des conditions difficiles pour gagner les combats, certains managers véreux et responsables sportifs profitaient allégrement des retombées de ces efforts physiques. « La seule fois où j'ai su combien j'ai effectivement gagné après un combat, hormis les 8000 F dont je viens de parler, c'était lors du championnat du monde qui m'avait rapporté 2 millions 300 mille F CFA. Après avoir apuré les dettes consenties pour le combat, il me restait 1 million et quelques poussières. C'est avec cette somme que j'ai pu construire cette maison», dit-il la voix amère. Cette maison « togba » (ndlr : lagune) comme lui-même aime l'appeler est son seul sujet de satisfaction malgré tout. Il se souvient que lors du 10e anniversaire de l'accession au pouvoir du Général Eyadema, il avait remporté le combat organisé à l'occasion. Mais comme par malheur, la somme qui accompagnait le trophée a été divisée en dix avant de lui être remis par le responsable qui est aujourd'hui un des hauts cadres du sport continental. Ayant appris la magouille, il a approché ce dernier mais pour toute réponse celui-ci lui avoua «que l'histoire-là est déjà vieille ». Plusieurs autres managers ont aussi profité de l'illettrisme du boxeur pour se faire des santés financières, le laissant dans la galère. Il n'avait qu'un vieux vélo pour moyen de déplacement pour se rendre chaque matin à son service au port alors que les managers étaient mieux lotis.

### **Le dénuement**

La soixantaine passée, les cheveux grisonnants, démarche titubante, Kpalogo vit sa retraite dans un des quartiers de la banlieue de Lomé, dans le dénuement total. Il n'a pour souvenir de « ces temps glorieux » que quelques médailles et trophées remportées qui sont aussi usés par le temps, faute d'une bonne conservation. La maison qui est aujourd'hui son sujet de satisfaction de sa longue carrière est inondée à chaque saison pluvieuse, raison pour laquelle il l'a baptisée « togba » (la lagune).

A l'intérieur de son salon, des fauteuils et une table. Le sort que réservent nos autorités aux sportifs n'encouragent pas les jeunes à s'engager dans le noble art « car des fois quand je passe, j'entends les parents qui déconseillent à leur progéniture de s'adonner à la boxe, leur donnant comme exemple de voir mon cas avant de s'y engager », raconte-t-il. «Malgré cela, je demande aux parents de ne pas décourager les enfants car à chacun sa chance », conseille-t-il.

Le boxeur vit aujourd'hui avec des regrets. « Je suis le premier boxeur togolais qui a combattu dans la catégorie mondiale. Si les anciens dirigeants ne m'ont rien fait, les nouveaux ne peuvent-ils pas faire quelque chose pour moi ou bien attendent-ils, peut-être, que je meurs pour recouvrir mon cercueil des couleurs nationales », se demande-t-il la voix nouée. Une retraite si peu glorieuse devrait inciter les autorités togolaises à mettre en place au moins un programme de reconnaissance pour services rendus à la nation aux grands sportifs et autres artistes togolais. Le Cameroun, par exemple le fait, qui a sorti un certain Roger MILLA de la misère de sa retraite en le nommant ambassadeur culturel pour le Cameroun !